

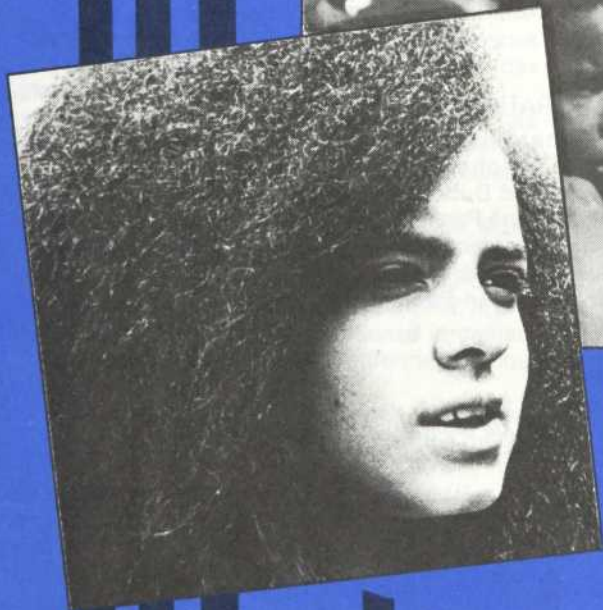
relations

avril 1986, 2,50 \$ no 519

D'OÙ VIENT LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION?

LE DÉSORDRE ALIMENTAIRE MONDIAL

le monde bouge



Dans les premières semaines de février, au moment où la liturgie nous mettait sous les yeux le récit de l'Exode et les grandes étapes de la libération du peuple hébreu, un vent de liberté s'est levé, tout d'un coup semblait-il, en divers points du Sud.

La liberté, en fait, comme le printemps, est lente à germer.

À la revue, il y a un bon moment que nous suivons la résistance du peuple haïtien et le profond mouvement de renouveau qui inspire l'Église d'Haïti. Depuis plusieurs années, Karl Lévêque incarnait pour nous cet espoir d'un tiers monde plus proche de nous que tout autre. Autour de lui, le 10 février, la soirée Relations, par delà l'analyse sociale, devenait fête et communion... Brutalement, au moment où il se préparait à rentrer pour de bon dans son pays, la mort nous l'a enlevé. Aucun d'entre nous ne pouvait prévoir que les impressions qu'il nous livre dans ces pages, nous aurions à les lire comme un testament.

Aux Philippines, c'est la télévision qui nous a permis de suivre, de jour en jour, la déposition du dictateur. Il y a des images que nous n'oublierons pas: les techniciennes quittant la salle des ordinateurs pour dénoncer le gouvernement, les religieuses s'interposant entre la police et le peuple, l'accolade du cardinal Sin à la présidente Aquino... Jean-Pierre Richard, dont vous aimez retrouver la chronique mensuelle «Face à l'actualité», retrace les moments majeurs de cette victoire de la démocratie. La théologie de la libération a sans doute préparé la bénédiction de la Saint-Valentin.

Il y a presque quarante ans que l'apartheid sévit en Afrique du Sud. Il y a plus de vingt ans que Nelson Mandela représente l'incarcération de son peuple. Quand l'insupportable a trop duré, la révolte des jeunes n'a d'égale que l'angoisse de ceux qui ont tout à perdre. Une délégation catholique est rentrée d'Afrique du Sud, début février. Thérèse Benguerel en était: ce qu'elle a vu nous aide à comprendre la force et l'ampleur du mouvement des Noirs sud-africains. Là aussi, des croyantes et des croyants relisent le livre de l'Exode. ■

ALBERT BEAUDRY

relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

DIRECTEUR

Albert Beaudry

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION

Fernand Jutras

COMITÉ DE RÉDACTION

Ginette Boyer, Julien Harvey,
Karl Lévêque, Roger Marcotte,
Guy Paiement, Francine Tardif, Gisèle Turcot.

COLLABORATEURS

Renaud Bernardin, Raymond Bertin, Michel M. Campbell, Richard Dubois, Yves Lever, Annine Parent-Fortin, Jean Picher, Jacques Racine, Jean-Pierre Richard, Maryse Robert, Jean-Paul Rouleau.

BUREAUX

8100, boul. St-Laurent
Montréal H2P 2L9
tél.: (514) 387-2541

ABONNEMENTS

Sophie Desmarais

Prix de l'abonnement:

16,00\$ par an
(10 numéros)

CONCEPTION GRAPHIQUE

Anne Cherix

Les articles de Relations sont répertoriés dans *Point de repère*, dans le *Canadian Periodical Index*, publication de l'Association canadienne des bibliothèques, et dans le *Répertoire canadien sur l'éducation*. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de Relations en s'adressant à *University Microfilm*, Ann Arbor Michigan 48106 USA.

Courrier de la deuxième classe. Enregistrement no 0143.

face à l'actualité

Les femmes et les évêques □ Bienvenue aux riches immigrants □ La fonction publique et l'éthique □ La théologie de la libération □ Karl Lévêque.

VALEURS OU MODÈLES?

C'est vers la promotion de valeurs — et non de modèles — que l'Église doit orienter son action. Voilà l'essentiel du message que les femmes ont transmis aux évêques lors de leur session d'étude *Le mouvement des femmes et l'Église*.

Pour être vraiment attentifs aux signes des temps, les évêques, ont-elles souligné, doivent être tout particulièrement attentifs aux paroles de femmes. À travers elles, les valeurs chrétiennes trouvent une toute nouvelle actualité.

Ainsi, la valeur fondamentale du baptême comme signe d'appartenance à l'Église leur semble infiniment plus importante que la défense de modèles figés et sexistes, ou que la définition de rôles ou de situations familiales. De même, la profonde valeur relationnelle de la sexualité dépasse largement l'étroitesse du cadre «permis-défendu» où s'enferme trop souvent une partie du discours de l'Église.

Et quand vient le moment de reconnaître le travail — rémunéré ou non — des femmes, c'est dans le sens de la justice prônée par l'Évangile que l'Église devrait trouver la source de ses interventions et non pas dans un attachement à des modèles qui ont toujours condamné les femmes à des travaux subalternes, mal payés et mal considérés. C'est aussi dans l'Évangile que les chrétiennes et les chrétiens, évêques en tête, devraient enraciner leur opposition à toutes les formes de violence faite aux femmes.

Et si l'Église veut découvrir toute la richesse du message du Christ, il lui faudrait, de toute urgence, en tirer une liturgie signifiante pour toutes, libérée du fardeau de sexisme qui, actuellement, nie la réalité des femmes comme membres à part entière de cette Église du Christ.

Le consensus s'est rapidement établi autour de ces principes. Leur application pratique et actuelle, dans l'Église d'ici et de maintenant, n'est cependant pas encore faite.

L'Église catholique romaine reste l'un des lieux qui a le mieux résisté à la poussée du mouvement des femmes. Résistance dont on mesure à peine le prix: combien de femmes ont quitté, sans espoir de retour, cette Église-institution où elles se sentaient admises seulement si elles se montraient soumises?

Celles qui sont restées, celles qui restent toujours, sont animées d'un courage qu'il est difficile de comprendre de l'extérieur. Comment peuvent-elle penser (rêver?) s'approprier une place de *partenaires* — selon le terme choisi avec soin par le comité organisateur de la session d'étude — dans une Église si terriblement masculine?

Un proverbe chinois dit que le voyage le plus long commence par le premier pas. Ce premier pas, une partie (peut-on parler d'avant-garde?) de la hiérarchie catholique québécoise semble prête à le faire, plus ou moins timidement. Déjà, les évêques du Québec se sont adjoint des répondantes à la condition fémi-

nine dans chacun de leur diocèse. Ces femmes, par leur travail, leurs conseils, leurs approches et même par leur seule présence, permettent déjà à la majorité des évêques de comprendre combien la participation active des femmes est essentielle à la vie de l'Église.

Mais s'il faut un premier pas, celui-ci doit être rapidement suivi de plusieurs autres, sinon le grand voyage n'aura jamais lieu... Est-ce possible?

Tous les travaux de la session d'étude se sont déroulés dans un climat de sérénité que l'on retrouve rarement dans les assemblées où hommes et femmes discutent d'une distribution moins sexiste du pouvoir. Certaines assemblées d'organisations syndicales ou politiques ont été autrement plus houleuses: tous les «camarades» n'ayant pas l'ouverture d'esprit des «frères-évêques»... Car si les évêques ont pu être un peu secoués par les interventions de l'historienne Micheline Dumont, reste qu'ils ont accueilli avec compréhension les propos des femmes.

Certaines sceptiques ont d'ailleurs remarqué que cela leur était relativement facile. Ne sont-ils pas «protégés» d'un côté par Rome, encore très fermé aux revendications des femmes, et de l'autre, par une large partie du clergé qui, plus directement menacé dans ses prérogatives, refuse de laisser beaucoup de place à ses «soeurs»? Et puis, ce n'est pas demain qu'on inaugurerait un programme d'accès à l'égalité pour le titre d'évêques...

D'autres, plus nombreuses, croient à la «volonté politique de changement» exprimée par monsieur¹ Adolphe Proulx à la

clôture de la rencontre. Non seulement y croient-elles, mais elles ont la ferme volonté de la voir se concrétiser...

Or, qui dit «volonté politique» parle nécessairement de pouvoir. Pendant qu'à Rome, et ailleurs, l'ordination reste la marque obligée du pouvoir et qu'on s'oppose toujours à étudier même la question de l'ordination des femmes, des femmes commencent à investir d'autres lieux de pouvoir. Avec la complicité de quelques-uns de leurs frères en Église, elles animent des paroisses, réinventent de nouvelles liturgies, s'occupent activement des affaires économiques et spirituelles de leur communauté.

Elles prouvent qu'elles ont elles aussi cette vocation de service qui, pour les hommes, se transforme si facilement en pouvoir dans l'Église.

Dans l'ombre — c'est toujours là que naissent les révolutions — elles créent une Église à leur image et à leur ressemblance où hommes et femmes se retrouvent également enfants de Dieu et témoins du Christ. Sauront-elles un jour la faire rayonner suffisamment pour illuminer l'Église universelle? L'Esprit, féminin en hébreu, le deviendra-t-il en Église? ■

Francine Tardif

1. Une des recommandations de la session prévoit l'abolition du terme «Monseigneur»; on veut ainsi libérer évêques et femmes de cette lourde référence.

DROIT D'ASILE AU CAPITAL

Qu'un pays se libère (Afrique du Sud) ou qu'il se rattache pacifiquement au bloc socialiste (Hong-Kong), et le métier d'exploiteur risque d'y devenir beaucoup plus risqué. Le changement peut même chasser ceux qui s'y adonnaient en professionnels, voire de père en fils. Nous voilà, du coup, en face d'un nouveau type de réfugiés. Où vont-ils pouvoir enfin trouver la paix?

La réponse est simple: au Canada. Au moment où l'asile manque de plus en plus aux fortunés du tiers monde, au moment surtout où deux grandes capitales de l'exploitation de l'homme par l'homme sont à se démanteler, Hong-Kong et la République Sud-africaine, notre gouvernement vient d'apporter, le 31 octobre dernier, une réponse institutionnelle à la demande croissante des exilés riches. Le nouveau programme pour «gens d'affaires immigrants» ouvre largement la porte. On a même mis sur pied des services spéciaux dans 41 missions à l'étranger, y compris, bien sûr, Prétoria et Hong-Kong.

Donc, si vous possédez 500 000 \$ et pouvez le démontrer, si vous êtes disposé à en investir la moitié pendant au moins trois ans au Canada, le fameux système canadien de sélection à l'usage des pauvres gens devient pour vous d'une extrême souplesse. On ne vous posera pas de questions sur vos études, sur votre adaptabilité professionnelle, sur vos chances de trouver un emploi, sur le lieu où vous voulez immigrer, sur votre âge et votre santé, sur votre connaissance du français ou de l'anglais, encore moins sur votre personnalité. Vous avez 100 % en partant. Et pour éviter qu'on vous reproche de prendre la place de quelque brave personne qui ne possède pas le demi-million

de dollars requis, on a même augmenté le nombre de candidats admissibles, de 2000 à 4000 pour l'année 1986. Si vous ne savez pas quoi entreprendre en arrivant, on vous donne deux ans pour chercher et on vous offre des conseillers gratuits.

La sollicitation provenant des immigrants investisseurs a commencé sérieusement il y a six ans, impliquant surtout des hommes d'affaires des Philippines, du Liban, d'Israël, de Taiwan, de quelques pays d'Europe et surtout de Hong-Kong. Sous l'effet du compte à rebours, cette dernière nous refille ses millionnaires au rythme de 91 en 1982, 338 en 1983 et 658 en 1984.

Jusqu'ici nos relations avec les grandes fortunes sud-africaines ont été plus modestes. Il n'y a chez eux qu'une vingtaine de compagnies canadiennes, avec 200 millions de dollars d'investissement, des échanges commerciaux de 115 millions de dollars d'importation et de 150 millions de dollars d'exportation. En conséquence, nous ne recevions jusqu'ici qu'entre 1000 et 1500 immigrants par an venant d'Afrique du Sud blanche et aisée. Mais depuis la crise, l'intérêt monte en spirale. Un officier fédéral bien placé, M. Christian Labelle (voir *Le Devoir* du 15 janvier courant) reconnaissait récemment que les consultants privés, qui sont littéralement des courtiers en immigration canadienne, se multipliaient à Prétoria et à Johannesburg. On comprend: ils ont quelque chose à vendre!

Beaucoup d'observateurs, Mgr Tutu le premier, affirment que le temps est passé d'une solution non violente de la crise de l'apartheid. Comment se fait-il que personne ne semble envisager le problème ainsi posé: si on contraind les exploiters à

devenir des réfugiés, où iront-ils? Malgré notre tradition humanitaire à l'égard des réfugiés, on éprouve un malaise devant l'afflux des bandits devenus réfugiés. Ce malaise devient plus aigu lorsque nous constatons que nous venons d'aggraver nous-mêmes le problème en attirant positivement les fortunes louches nées de l'exploitation et leurs propriétaires plus louches encore. En plus de nous faire profiter injustement, sous prétexte de libéralisme économique, des investissements dont ces pays

en libération auraient grand besoin pour se refaire, le nouveau programme fédéral pose un sérieux problème: quelles seront les conséquences à long terme de cette invitation à la citoyenneté, que nous adressons à des personnes formées depuis leur enfance à un racisme à la fois biologique et religieux, qui s'est avéré jusqu'ici inguérissable? ■

Julien Harvey

L'ÉTHIQUE ET LA FONCTION PUBLIQUE

Curieux phénomène que le libéralisme. Si on lui doit le nouveau discours ambiant sur la privatisation, la fin de l'État providence, l'individualisme à tout crin, peut-être lui devra-t-on aussi, au moins indirectement, un certain retour des préoccupations éthiques dans la fonction publique.

En effet, plusieurs gestionnaires de l'État confrontés à des choix difficiles, se tournent vers l'éthique — cette science des actions de la vie selon Aristote — pour les guider. Ainsi, l'Association des directeurs de centres de santé et de services sociaux du Québec organisait récemment deux séminaires, l'un à Rimouski et l'autre à Montréal, sous le thème «L'éthique dans l'administration publique». Au total, près de cent cinquante gestionnaires auront répondu à l'invitation et tenté de rompre la «solitude de leur questionnement éthique».

Questionnement dont les conséquences sociales peuvent être très importantes. En effet, en vertu de quoi, de qui, ces «serveurs et servantes de l'État» doivent-ils orienter leurs décisions: du bien public? d'une saine gestion financière? de leur propre morale? Doivent-ils s'inspirer de Platon, de Machiavel ou des théoriciens du management? Choix difficile... et incontournable car ne pas choisir, c'est toujours choisir.

L'intervention de madame Stella Guy, présidente de l'Office des services de garde à l'enfance, a permis de mieux comprendre comment peuvent se conjuguer préoccupations éthiques et administration publique.

«De par mes fonctions, explique madame Guy, j'assume des responsabilités importantes vis-à-vis d'une population particulièrement vulnérable, les 0-5 ans. Quand je mesure toute la portée de ces responsabilités, j'avoue en être parfois un peu épouvantée: c'est une population tellement fragile; tant de choses peuvent arriver en garderie...» C'est en partie inspirée par ce fort sentiment d'imputabilité que madame Guy a récemment fait adopter toute une série de normes minimales dans les garderies, et ce malgré de fortes pressions en sens contraire, en cette période de déréglementation...

Certaines décisions sont encore plus délicates; quand on aborde le domaine de la prévention, par exemple. On sait que les enfants économiquement ou socialement défavorisés tirent un grand profit d'un séjour en garderie, qui les aide à «rattraper» certains retards au niveau des apprentissages de base et qui facilite ainsi leur intégration au réseau scolaire régulier. Or, de façon générale, les places en garderie — notoirement insuffisantes au Québec — sont accordées prioritairement aux enfants dont les parents travaillent à l'extérieur. Comment établir l'équilibre entre les besoins des mères travailleuses et ceux des enfants défavorisés? Entre le préventif et le curatif?

Il s'agit là, bien sûr, d'une autre façon de relancer la ques-

tion de l'accessibilité, au cœur de tellement des débats actuels dans les services sociaux. Ici, le développement de l'accessibilité des services de garde se heurte au développement du réseau lui-même: faut-il mieux payer les travailleuses du réseau existant ou ouvrir de nouvelles garderies? Aucune solution n'est vraiment satisfaisante. Il faut choisir et, souligne Stella Guy, pouvoir expliquer, défendre ses choix.

Devant le choix à faire, la tentation est grande de décider seul et de décider pour soi seul. D'un côté, on s'épargne le long processus de recherche d'un consensus avec ses collaborateurs, avec d'autres gestionnaires, avec les porte-parole du public. De l'autre, on fait abstraction de l'existence et des besoins d'autres services qui ont une vocation semblable, pour protéger la sécurité douillette de sa tour d'ivoire.

Imputabilité, qualité des services, accessibilité, créativité: ces quatre critères présentés par madame Guy reviendront souvent dans les interrogations des gestionnaires. Quatre thèmes qu'il faudrait sans cesse questionner et surtout dynamiser. C'est ce que devait rappeler monsieur Pierre Fortin, directeur du groupe de recherche ETHOS de l'UQAR: «Un code déontologique est inopérant, j'irais jusqu'à dire inutile s'il ne renvoie pas d'abord et constamment au souffle éthique, c'est-à-dire à des horizons plus larges qui tiennent au sens à donner à l'existence humaine, avant de cantonner l'action dans l'application d'un certain nombre de principes, de devoirs formulés dans un style lapidaire.»

Entre le «souffle éthique» et la prise de décision s'interposent l'exigence d'efficacité et le respect du pluralisme. Pierre Fortin associe l'éthique administrative à la notion d'EFFICACITÉ, qu'il relie cependant à ce qu'il appelle une constellation axiologique: responsabilité, transparence, justice, solidarité et qualité de vie. Jamais, rappelle-t-il, la rationalité économique ne devrait occulter la fin vers laquelle doit tendre la gestion administrative. En même temps, tiraillés entre leur éthique personnelle et l'éthique administrative, les administratrices et administrateurs doivent constamment tenir compte que, dans une société comme la nôtre, on ne peut guère trouver de réponse unanime aux grandes questions fondamentales: «si on l'exigeait au départ, on paralyserait inévitablement la recherche et l'action.»

La piste est longue, on le voit. Souhaitons simplement qu'au moment où certains administrateurs redécouvrent la valeur de l'éthique dans leur pratique quotidienne, d'autres administrateurs, au nom de la rentabilité immédiate, ne suppriment pas les cours de philosophie du curriculum collégial... ■

Francine Tardif

LA TDL AU CANADA

du 7 au 9 février dernier à Vancouver, l'Université Simon-Fraser organisait une Conférence internationale sur la théologie de la libération (TDL). Loin d'être un cours ce fut plutôt, pour les quelque 800 participants et participantes, un moment d'appropriation de la méthode théologique de la TDL. Chacune des interventions apportait en effet un élément de réponse à la question implicitement posée: «Comment la TDL atterrit-elle dans notre réalité nord-américaine?»

Quinze blocs thématiques d'une demi-journée ont permis, par une formule de trois sessions simultanées, à 69 intervenants de diffuser leur *papers*. Si la théologie s'y «libérait», on ne peut en dire autant de la pédagogie. Il n'y avait aucun espace-temps, hors les corridors et les temps de repas, pour réagir ou discuter. Chacun dut choisir à cinq reprises quel bloc l'intéressait le plus et avaler ensuite de trois à six interventions de 25 minutes. Personnellement, j'ai choisi «Femmes, Église et Théologie», «Éducation populaire et Culture», «Perspectives historiques» et les deux blocs de «Perspectives nord-américaines». J'ai dû laisser tomber les «Christianisme et Marxisme», «Cas régionaux d'Amérique latine», «Fondements théoriques» et «Théologiens spécifiques», parmi les blocs moins évidemment nord-américains, et quelques autres auxquels j'aurais souhaité assister comme «Religions autochtones et christianisme».

En plus de ces 69 exposés, quatre autres conférenciers sont intervenus en plénière. Le franciscain nicaraguayen Uriel Molina a ouvert la conférence par une intervention sur l'expérience nicaraguayenne, un peu faible compte tenu de sa réputation. Mais il faut savoir que son supérieur général, cédant aux pressions du Vatican et de Monseigneur Obando y Bravo, vient de lui demander d'abandonner la paroisse où il est curé depuis plus de vingt ans à Managua, et même de quitter le pays. Voilà de quoi secouer un brillant conférencier...

C'est le théologien chilien Ronaldo Muñoz qui devait lui succéder en plénière. Après avoir rappelé que les Chiliens sont très politisés, il laissa de côté «la foi sous Pinochet» pour témoigner, presque de façon intimiste, des expériences profondes que font des communautés chrétiennes dans les quartiers populaires de son pays. La communauté chrétienne, comme espace de fraternité contrastant avec l'ambiance décomposante de la vie sociale pinochétisée, devient le lieu de la joie et de l'espérance retrouvées. Loin de se calfeutrer peureusement, elle relance ses membres à nouveau pacifiés vers le quotidien et ses luttes.

Le jésuite torontois Michael Czerny proposa, en troisième plénière, «La TDL comme défi lancé au Canada». À sa première question, quelle est notre expérience de la pauvreté?, il

répondit que «les pauvres de notre pays ne s'appellent pas pauvres eux-mêmes, ne veulent pas être libérés et de toute façon ne vont pas à l'Église». Il en conclut que «théologiquement, il faut parvenir à poser des questions nord-américaines si l'on aspire à trouver des réponses nord-américaines».

Pour répondre à sa deuxième question, quel est notre péché?, il proposa de partir du «simple fact of life» qu'est l'impérialisme. Nous en banalisons les manifestations quotidiennes, mais, dans la Bible, il n'y a pas de péché plus grave que la collaboration avec l'impérialisme. Ça correspond évidemment à la situation du Canada. Croyez-le ou non, les 800 participants ont accueilli très sereinement sa proposition de «faire de l'IMPÉRIALISME notre question (canadienne)». Il y a dix ou douze ans, au moment où la TDL entrait pour la première fois au Canada avec le théologien péruvien Gustavo Gutierrez, une telle question aurait provoqué une réaction de rejet. Nous avons fait du chemin.

C'est le théologien canadien Gregory Baum qui donna la dernière intervention en plénière. Excellent communicateur, Baum démontra à quel point la TDL avait pénétré profondément les textes officiels de l'Église. Fondamentalement positif et optimiste, il expliqua que malgré plusieurs accrocs, tensions et déchirements, l'Église était engagée dans une évolution qui la mène vers plus d'authenticité et de radicalité. Comme tout le monde souhaitait évidemment que cela arrivât, il fut applaudi chaleureusement.

La majorité du public provenait de pratiques-terrains plutôt que de pratiques intellectuelles. Il y avait cette jeune fille de Calgary, 17 ans, envoyée à la conférence par le curé de la paroisse dynamique où elle s'implique. Une autre, d'Ottawa, ex-travailleuse à la GRC et en rupture avec la vision des choses de cet employeur, avait entrepris des études en théologie. Un type de Moncton, travailleur social frais sorti de l'université aurait souhaité, lui, un cours sur la TDL. Et cet autre, Américain anarchiste et athée de 69 ans, qui avait découvert la TDL en Amérique Centrale où les pratiques courageuses des communautés chrétiennes l'avaient ravi, venait voir...

Au lieu de copier les catégories séduisantes et les attitudes courageuses des théologiens latino-américains, la conférence a réalisé un acte intéressant de véritable acculturation en acceptant de questionner les réalités d'ici à partir d'intuitions profondes nées pourtant dans un contexte fort différent du nôtre. C'est là une façon intelligente d'importer de l'Amérique latine. ■

Gilles Rivet
de l'Entraide missionnaire



Renaud Bernardin, professeur au Collège de Lévis, connaissait Karl depuis trente ans. Il évoque pour nous le journaliste, le croyant et le militant que nous aimions.

Chaleureux. Généreux. Joyeux. Doué. Sportif. Ouvert. Croyant. Il était cela et plus encore. Au delà de notre amitié, il aura été, pour moi, un homme de culture, un homme de foi et un homme politique.

Homme de culture, Karl Lévêque se tenait informé des derniers développements de la pensée sociale ou théologique. Il avait lui-même, sur ces deux plans, une production fort enviable. Mais à l'encontre de ceux dont les connaissances sont un instrument de pouvoir, il avait fait des siennes un service.

Écrivain, personne-ressource ou journaliste, il ne jargonait pas. Il parlait clair. Il nous disait que nous avons la capacité — et le devoir — de nous doter des instruments qui nous permettront de comprendre. Ni gourou, ni maître à penser, il tenait avant tout à rendre autonomes ses partenaires.

1. Il y a quelques années une quarantaine de Boat-people haïtiens ont été abandonnés sans nourriture ni aucune ressource sur cette île des Bahamas.

KARL LÉVÊQUE

Homme de foi, Karl Lévêque n'était pas seulement le théologien critique, un temps redouté, voire suspecté dans certains milieux. Il traversait les événements avec la certitude que notre liberté médiatise l'action de Dieu dans l'histoire. Il plongeait dans celle-ci, très conscient de sa qualité d'acteur et pas simplement de sujet, pour tenter d'en dégager le sens et l'orienter en faveur des plus démunis de la société.

Il célébrait avec un groupe d'ami-e-s, au sein d'une "Ti l'Égliz" (Communauté ecclésiale de base), d'une façon si signifiante que chaque rencontre était, en vérité, une action de grâces. Attaché à l'Église d'Haïti, il souffrait de certains contre-témoignages qui y étaient donnés et bénissait le ciel quand se levait un prophète pour exprimer la colère de Dieu.

Homme politique, Karl Lévêque était habité par Haïti. Il n'avait pas

honte de son pays malgré les Duvalier, le SIDA, Cayo Lobos¹ et autres avanies. Il transformait tout cela en volonté de travailler à l'émergence d'une société nouvelle à l'image des femmes et des hommes d'Haïti, c'est-à-dire juste, accueillante et fraternelle.

Aucun chauvinisme chez lui. Il s'activait à bâtir dans sa société d'adoption une solidarité internationale critique, axée sur l'organisation sociale du peuple. Il progressait dans la compréhension des situations socio-politiques des pays dépendants et des actions à mener pour les corriger en prenant appui sur la racine des êtres comme des événements.

Il ne dévia jamais de sa visée fondamentale: la libération de son pays et du "tiers monde" de toutes les oppressions et de tous les impérialismes. De ce fait, se tenant loin des compromis de la politique politicienne, il n'a pas été l'homme des fidélités successives.

Pourquoi lui? Pourquoi maintenant? Étions-nous, au Québec et en Haïti, si riches en ressources humaines pour que Dieu rappelle à lui un de ses serviteurs les plus engagés? La pauvreté dans laquelle nous plonge son décès sera source de purification et de motivation.

Dans l'espoir de la Résurrection,

Renaud Bernardin

dépêches

Le 4 avril 1985, la Cour Suprême du Canada déclarait anti-constitutionnelle une partie importante de la procédure de requête du statut de réfugié au Canada (arrêt Singh). L'anniversaire sera célébré par une large coalition d'organismes travaillant auprès des réfugiés, de concert avec les regroupements de réfugiés. On rappellera au gouvernement canadien et à l'ensemble de la population que 20 000 personnes sont toujours «en attente» de statut. La lenteur gouvernementale à prendre acte de l'arrêt Singh et à en tirer les conclusions contribue à détériorer encore davantage les conditions de vie des réfugiés qui ne peuvent, entre autres, avoir accès au programme de réunification des familles. Un jumelage intéressant entre des requérants au statut de réfugié et des paroissiens chrétiens est en cours. Ces chrétiens se promettent d'écrire à leur député et à la ministre afin de connaître enfin ce que les autorités canadiennes réservent à leur «jumeau». Peut-être que la pression d'électeurs et d'électrices aura plus de poids que des demandes de réfugiés... Pour plus d'information, on peut s'adresser à Sylvie Gagnon de la Ligue des droits et libertés, au numéro 527-8551.

Le diocèse de Gallup (Nouveau-Mexique, USA) aura à sa tête le premier évêque d'origine amérindienne, le père Donald E. Pelotte; l'un des plus jeunes évêques aussi puisque le père Pelotte est âgé de 40 ans. Il était, avant sa récente nomination, le supérieur général de la Congrégation du Saint-Sacrement. On compte actuellement aux États-Unis douze prêtres d'origine amérindienne. (New-York Times)

«Le gouvernement a décidé que, désormais, le moteur de la croissance économique devrait être le «secteur privé». La réduction du déficit semble l'emporter sur toute autre considération. (...) Ce qui constitue l'essence de ce programme, c'est l'affirmation renouvelée de la «société de marché» où les êtres humains et les rapports sociaux sont définis en terme d'offre et de demande. La nouvelle tendance consiste à subordonner les concepts de dignité humaine et de besoins humains aux contraintes abstraites du «marché». À nos yeux, ces tendances troublantes sont le symptôme d'un désordre moral: en effet, c'est la protection du capital qui prend le pas sur le travail, sur la population et sur les collectivités.» (Extrait du mémoire présenté par la Commission épiscopale des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada à la Commission fédérale d'enquête sur l'assurance-chômage, le 13 février 1986).

De plus en plus d'officiers et de policiers chiliens déserteraient l'Église catholique, au profit de certains autres groupements évangéliques. Pourtant, c'est le catholicisme qui a longtemps servi de point de référence idéologique aux militaires sud-américains. Mais, au fur et à mesure que l'Église catholique s'engage auprès des pauvres, elle perd de son influence auprès des militaires. Mgr Pablo Lizama, nouvel évêque de Illapel et ancien aumônier des forces de police, soutenait récemment que beaucoup de militaires quittent l'Église catholique parce qu'elle s'est faite trop critique des régimes en place et a voulu défendre les droits humains, etc. Les groupes évangéliques vers lesquels se tournent maintenant les militaires sont tous parfaitement silencieux sur ces questions... (IPS)

En mai 1986, la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) devrait devenir membre associé du Conseil canadien des Églises qui regroupe actuellement treize groupes chrétiens autonomes. Cela permettra, selon Mgr Hubert, président de la CECC, d'approfondir l'engagement oecuménique des catholiques canadiens. Un dossier d'informations sur le sujet a été envoyé à tous les évêques de même qu'aux responsables en oecuménisme. Il devrait être utilisé dans les paroisses et pourra aider les catholiques du pays à bien comprendre le sens et les implications de cette association qui résulte de quinze ans de négociations et de discussions. Quinze ans de travail dont on espérait plus que ce timide effort de rapprochement. L'oecuménisme semble décidément plus facile à souhaiter qu'à réaliser...

La décision du gouvernement du Nigéria d'adhérer à la Conférence islamique a suscité de très vives oppositions dans le pays. Diverses organisations y ont vu une tentative de faire du Nigéria un État islamique, malgré toutes les assurances en sens contraire réitérées par le gouvernement. Les évêques catholiques ont également demandé au gouvernement de quitter l'organisation islamique, de façon à mieux respecter le pluralisme religieux du pays. (IPS)

Comment bâtir une Église où les jeunes se sentiraient pleinement engagés? Comment ouvrir l'Église à la réalité des jeunes? Comment faire en sorte qu'une Église diocésaine se caractérise par l'engagement des jeunes? On trouvera des éléments de réponse à ces questions dans le récent rapport *Solitudes et solidarités*, de la Commission jeunesse du diocèse de St-Jean Longueuil. Témoignages, analyses, recommandations, outils d'animation sont réunis dans cette brochure que l'on peut se procurer (4\$ l'unité) au Service de documentation du diocèse, 740, boul. Ste-Foy, c.p. 40, Longueuil, Québec, J4K 4X8.

le monde bouge



Fin janvier, une mission canadienne de sept personnes déléguées par la Conférence des évêques catholiques du Canada, la Conférence religieuse canadienne et par Développement et Paix, se rendait en Afrique du Sud à l'invitation des évêques catholiques du pays. Thérèse Benguerel, déléguée de la CRC, raconte la résistance de la population noire et explique l'attitude des Églises.

Gamma/Ponopresse

L'IMPASSE DE L'APARTHEID

par Thérèse Benguerel

au plan politique, l'*apartheid* c'est l'impasse. «Impossible de maintenir le statu quo. Impossible d'adopter des réformes qui seraient acceptables à la fois pour la majorité noire et pour l'électorat blanc. Impossible, à court terme en tout cas, de faire la révolution.»

Telle est la conclusion à laquelle arrive un observateur particulièrement au fait des coûts et des culs-de-sac des nationalismes en folie, le pro-chancelier de l'Université de Dublin, Conor Cruise O'Brien.

Dans la livraison de mars de la revue américaine *The Atlantic Monthly*, il tire ses conclusions d'un séjour de plusieurs semaines en Afrique du Sud et suggère une issue étonnante à l'escalade de violence dont il a été témoin: une intervention conjointe de l'Union soviétique et des États-Unis, par l'entremise de l'Organisation des Nations unies, pour liquider le gouvernement blanc de Pretoria.

Oui, au plan politique, la situation paraît inextricable.

Et au plan humain, elle est tout simple-

ment insupportable. Ça ne peut plus durer.

Cette impression, cette conviction s'impose à notre délégation à mesure que nous découvrons la vie de la population noire du pays et que nous rencontrons des familles de détenus, des jeunes, des travailleuses domestiques, des pasteurs, des comités de citoyens, des leaders politiques. À mesure surtout que nous prenons conscience de la misère où vivent les Noirs, de l'écart qui sépare

leur niveau de vie de celui de la société blanche et de la violence de la répression dont ils sont victimes.

Un projet de société

L'*apartheid* n'est pas simplement la ségrégation raciale, c'est un projet de société: le système des réserves, imposé par la minorité blanche (4,6 millions d'habitants) à la majorité noire (24 millions). Cela donne les *townships* (villes-satellites noires à proximité des centres industriels blancs, où les travailleurs noirs doivent rentrer chaque soir) et les *Bantoustans* (pseudo-pays où l'on a refoulé déjà plusieurs millions de Noirs jugés improductifs, mais que le gouvernement sud-africain est le seul à reconnaître).

Évidemment, les *townships*, avec leurs rues non pavées et leurs petites maisons en blocs de ciment, doivent se trouver à bonne distance des villes blanches: tant pis si les travailleurs noirs doivent mettre entre deux et quatre heures pour se rendre au travail... et autant pour en revenir! Quant aux citoyens des Bantoustans, ils perdent la citoyenneté sud-africaine mais ils ont l'avantage d'avoir désormais leur propre capitale, leur propre classe dirigeante, leur propre palais présidentiel et, surtout, leur propre armée.

Au fond, tout le système n'a qu'un but: protéger la minorité blanche contre la pression démographique et politique de la majorité noire.

La résistance organisée de la population noire existe depuis 75 ans. Aujourd'hui cette résistance se radicalise. La population noire ne veut plus supporter l'oppression de l'*apartheid* et ses membres se reconnaissent les premiers agents de changement vers une société multi-raciale, unie et démocratique. Cette volonté de changement se base aussi sur la conviction, maintes fois exprimée devant nous, que l'*apartheid* ne peut pas être corrigé: il doit être aboli.

L'opposition au régime de Pretoria s'affirme par l'action des mouvements politiques et syndicaux, les initiatives de la population et l'implication des Églises.

Le Congrès national africain (ANC)

L'ANC est le mouvement de résistance le plus important, reconnu par la population noire comme le parti de l'opposition

en exil. Fondé en 1912 il a lutté pour l'égalité des Noirs en s'inspirant des méthodes non violentes du Mahatma Gandhi: la résistance passive et la désobéissance civile. L'ANC a dû radicaliser son opposition et créer une aile militaire; il annonçait récemment son intention de protéger les citoyens non armés dont les protestations pacifiques font l'objet de violence de la part de la police et de l'armée.

Nelson Mandela, le véritable leader du parti, est en prison depuis 1964 et le parti est banni. Aujourd'hui la lutte de l'ANC est menée depuis Lusaka en Zambie, sous la direction d'Oliver Tambo.

Toute négociation sur l'avenir de l'Afrique du Sud menée en l'absence des porte-parole de l'ANC ne serait que de la poudre aux yeux. L'ANC, de son côté, ne participera à d'éventuelles négociations qu'une fois satisfaites ses principales exigences: la libération de Nelson Mandela et des autres dirigeants politiques, la levée de l'état d'urgence, le départ de l'armée des townships et la levée du bannissement de l'ANC.

Le Front démocratique uni (UDF)

Sans contredit, une des forces politiques les plus importantes du pays, l'UDF regroupe quelque 2,5 millions de personnes, en une coalition de plus de 600 organismes. Il a été créé au mois d'août 1983 pour lutter contre la nouvelle constitution; celle-ci exclut les Noirs — 24 millions de personnes — de la vie politique en leur niant la nationalité et la pleine citoyenneté sud-africaines. La promotion des droits politiques de la population noire majoritaire par des moyens non violents, est l'objectif premier de l'UDF. De plus, à la demande des membres, l'UDF s'implique au plan social et économique: santé, éducation, logement. Depuis l'état d'urgence, l'UDF est l'une des principales cibles du gouvernement de Pretoria: saisie de publications, descentes de police, exil ou emprisonnement de 47 de ses leaders.

Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU)

Le COSATU est une fédération de neuf syndicats qui représentent 500 000 tra-

vailleurs. La fédération vise l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses membres, face à une législation du travail qui favorise l'exploitation raciale. Le COSATU prépare une campagne auprès des travailleurs non syndiqués et des chômeurs en milieux ruraux. On compte de 3,5 à 4 millions de chômeurs à travers le pays.

Le COSATU n'est pas encore une grande centrale syndicale, bien organisée et fortement structurée; il en est encore à ses débuts. Mais ses leaders sont présents aux débats politiques et communautaires, proches de leur base. C'est une force qui monte.

Les groupes populaires

Parmi les OPPOSANTS au régime, les jeunes jouent un rôle majeur. Ils sont sur la ligne de feu, très actifs dans les organisations communautaires, les groupes d'étudiants et les syndicats ouvriers. La brutalité policière à leur endroit est incroyable. Nous avons vu plusieurs jeunes de 14 à 16 ans marqués pour la vie par les coups de fouets et les balles de caoutchouc, d'autres infirmes et handicapés par les gaz lacrymogènes... D'après un rapport du *Detainees Parents Support Committee*, 60% des détenus sont des jeunes de moins de 18 ans.

Lors de notre passage, les jeunes ont décidé le retour en classe après un boycott d'un an et demi, dirigé contre le système d'éducation qu'on leur impose, un système séparé et inférieur à celui des blancs, et qui les maintient ensuite dans des emplois subalternes.

Depuis 1955, date des premières manifestations contre le permis de résidence («pass»), les femmes sont de toutes les luttes, mais elles soutiennent en plus leurs propres initiatives contre l'*apartheid* pour obtenir le respect de leurs droits et des conditions de vie familiale plus décentes, réclamer la libération de Nelson Mandela et des dirigeants de l'ANC condamnés à mort, etc.

Regroupées au sein de la *United Women's Organization*, de la *FSAW*, de *Black Sash* et d'autres organismes encore, les femmes se disent convaincues que la victoire sur l'*apartheid* est la condition fondamentale d'un changement de leur propre statut social et de la reconstruction d'une société visant la liberté et la justice pour tous.

La Campagne contre la conscription (ECC)

Une initiative de jeunes blancs qui donne des résultats fort importants. Devant la militarisation croissante, de plus en plus de jeunes s'objectent en conscience à l'occupation illégale de la Namibie, ils se refusent à défendre les politiques de l'apartheid et à tuer des compatriotes. En janvier 1985, lors de l'appel au service militaire, 7 000 jeunes sur 20 000 appelés, ont décidé de ne pas répondre. Ces campagnes annuelles rejoignent toute la population blanche du pays.

L'Association civique de Soweto (SCA)

Les comités civiques se multiplient dans la plupart des townships vu l'inefficacité des conseils municipaux nommés par le gouvernement de Pretoria, auxquels la population n'accorde aucune confiance. Le SCA, que nous avons rencontré, est formé des représentants élus des 19 districts de Soweto, le satellite noir de Johannesburg qui compte un million et demi d'habitants. Le Comité civique s'efforce d'alléger les problèmes économiques, sociaux et politiques de ce village démesuré.

Une intervention du SCA face à la crise de l'éducation a permis la mise sur pied du Soweto Parents Crisis Committee. Plusieurs communautés ont adopté la formule et une coalition nationale a achevé de nombreuses requêtes au gouvernement: report des examens à la fin de mars 1985, libération des leaders du boycott scolaire, retrait de l'armée et de la police des townships, levée de l'état d'urgence, reconnaissance des conseils étudiants démocratiquement élus. Le *National Parents Crisis Committee* doit revenir à la charge à la fin de mars, si le gouvernement n'a pas répondu adéquatement à ces demandes.

Le Comité de soutien des parents de détenus (DPSC)

Ce comité apporte une assistance légale, médicale et financière aux familles des détenus. Il voit à retracer les dis-

parus, dénonce les conditions de détention, les viols, les tortures et autres sévices. Des 9 000 personnes arrêtées depuis la proclamation de l'état d'urgence, plus 2 000 sont encore en prison, des jeunes en majorité. La résistance organisée se double toujours de programmes de défense et de promotion des droits de la population noire.

Évidemment tous ces organismes sont surveillés constamment par la police, les téléphones sont espionnés, les locaux visités, les publications confisquées et les dirigeants souvent interrogés et emprisonnés.

Pour mieux régner, pour protéger la suprématie blanche, le gouvernement utilise les tensions ethniques afin de provoquer des divisions et des guerres internes. C'est ainsi que le chef zoulou Gatsha Buthelezi paraît avoir carte blanche pour s'attaquer aux opposants à l'apartheid, surtout ceux de l'UDF et de l'ANC. Le mouvement qu'il dirige, INKATA, a été tenu responsable des émeutes de Durban l'an dernier, mais le gouvernement n'a aucunement réagi.

L'unanimité est probablement impossible au sein d'une population de 24 millions de Noirs, mais ce genre de conflits sert surtout à accréditer les thèses de Pretoria, qui refuse le suffrage universel sous prétexte que les Noirs seraient incapables de s'entendre et de comprendre les règles de la démocratie.

Par contre, des appuis externes importants sont gagnés à la cause d'une société démocratique et non raciale en Afrique du Sud. Nous ne faisons que les mentionner: la SWAPO, *South West Africa People's Organization*, les États de la ligne de front (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe), unis dans une volonté de contrecarrer la Pax Pretoriana, la *Southern Africa Development Coordination Conference* dont font partie les six États de la ligne du front en plus du Lesotho, du Malawi et du Swaziland.

Les Églises

Dans cette situation de crise nationale, la majorité des Églises chrétiennes ont pris parti pour ceux qui souffrent; elles se rangent parmi les OPPOSANTS, du côté des pauvres, dans leurs luttes de libération.

Les Églises regroupent plus de 80% de la population et comprennent les Églises de «langue anglaise» protestantes et catholiques, les «Églises du peuple» (*Independent African Churches*, en pleine expansion) et les Églises hollandaises

réformées généralement pro-gouvernementales.

À l'exception de ces dernières, les Églises chrétiennes ont fait depuis longtemps la preuve de leur engagement contre la discrimination raciale et les abus du pouvoir et, sans vouloir faire leur apologie, il n'est pas inutile de rappeler quelques faits.

En 1984, la Conférence des évêques catholiques et le Conseil sud-africain des Églises publiaient un rapport conjoint condamnant les relocalisations forcées des populations; l'Église catholique dénonçait les atrocités commises par la police sud-africaine en Namibie (l'État a interdit ce document sur le territoire sud-africain). En novembre 1984, on produisait un nouveau rapport sur la conduite de la police lors des protestations en différents townships. Sans cesse, les Églises dénoncent les raids, provocations et tueries aux enterrements et autres rassemblements. En juin 1985, les catholiques étaient encouragés à s'opposer au service militaire et les aumôniers ont été retirés des forces armées, vu la brutalité exercée par les militaires à l'endroit des populations civiles des townships. Au mois d'août, l'état d'urgence était dénoncé...

Pendant notre séjour, une impressionnante célébration eucharistique a eu lieu à Mamelodi, un township près de Pretoria où treize personnes avaient été tuées deux mois auparavant. Plus de deux mille personnes se sont jointes aux évêques du pays afin de prier pour les victimes et leurs familles. En signe de réconciliation, on a détruit les instruments de violence utilisés entre Noirs et Blancs: fouets, pierres, gaz lacrymogènes, bouteilles d'essence... et, encore une fois, on a demandé au gouvernement de cesser ces brutalités et ces meurtres. Un événement parmi tant d'autres! Mais de son côté, le gouvernement refuse les offres de médiation des leaders religieux. Tout récemment, le Premier ministre Botha ne daignait pas recevoir trois délégués des Églises, dont Mgr Tutu et le Dr. B. Naude, au sujet des émeutes d'Alexandra.

Les Églises soutiennent plusieurs initiatives populaires et organismes de défense de la population, d'autant plus nécessaires, qu'il n'existe pas de législation reconnaissant les droits de la personne, ni d'instances d'appel non gouvernementales.

L'Église catholique vient de lancer un journal bi-mensuel, *The New Nation*, qui a été accueilli par l'ensemble des Églises, des syndicats et des autres groupes, comme un moyen privilégié d'expression face aux organes de presse gouvernementaux. Ce sera sans doute aussi un outil de réflexion pour beaucoup de

chrétiens qui hésitent encore à s'engager ou à prendre position en cohérence avec leur foi. Plusieurs estiment que leur Église n'a pas à intervenir dans le domaine politique et eux, pas davantage!

Situation complexe que celle des chrétiens d'Afrique du Sud qui ont peur les uns des autres et qui doivent faire face à un même avenir incertain. Situation tragique aussi, où il n'est plus possible de rester neutre, c'est le défi de l'heure, le «Kairos».

Le document Kairos

Kairos, tel est justement le titre d'un appel lancé par un groupe de 150 chrétiens et théologiens de diverses confessions religieuses.

Portant en sous-titre «Défi à l'Église», ce document est une première application de la théologie de la libération à l'Afrique du Sud. Il soulève beaucoup de débats car il expose la division des chrétiens en Église Blanche et Église Noire, dénonce la neutralité de certains et montre que ces divisions entre chrétiens sont tributaires des théologies qui soutiennent leur foi, théologies de l'État et de l'Église.

Dans ce commentaire théologique sur la crise politique du pays, les auteurs opposent leur «théologie prophétique» de l'engagement à la «théologie d'Église» jugée trop timorée. Ils rejettent point par point ce qu'ils appellent la «théologie de l'État», ouvertement raciste.

Kairos dénonce l'utilisation des textes bibliques par l'État pour fonder ses idées politiques et obtenir une obéissance aveugle (ex. Rm. 13 1-7); l'abus du concept de l'*ordre public*, pour maintenir le statu quo et définir ce que le peuple peut être autorisé à considérer comme juste ou injuste; la *menace du communisme* pour marginaliser et disqualifier tout ce qui peut remettre en cause l'apartheid; l'utilisation du *nom de Dieu* dans les discours officiels, par les aumôniers des armées et de la police et jusque dans le texte de la Constitution qui consacre l'apartheid.

La théologie officielle, cléricale, critique l'apartheid, mais d'une façon que *Kairos* juge trop prudente; elle manque d'analyse sociale et applique sans discernement quelques idées traditionnelles comme la réconciliation, la justice, la non-violence.

Prôner la *réconciliation* équivaut dès lors à faire la paix à tout prix, à se résigner à l'injustice. La tradition chrétienne est plus exigeante: le pécheur ne peut

être pardonné, réconcilié avec Dieu, à moins de se repentir. Et de quelle *justice* s'agit-il? Est-ce une justice déterminée par l'opresseur et offerte au peuple comme une sorte de concession? Pourquoi les leaders religieux adressent-ils si souvent leurs appels aux autorités gouvernementales et à la communauté blanche? Et non pas aux opprimés, pour les encourager à prendre en mains leur propre cause et à lutter pour leurs droits; pour leur rappeler aussi que leur devoir est de travailler à changer des structures injustes?

Au sujet de la *non-violence*, *Kairos* souligne que la condamnation qui recouvre tout ce qui se nomme violence contribue indirectement à l'escalade de la violence étatique. On ne peut ériger la non-violence en principe absolu, dans n'importe quel contexte, ni laisser au violent le soin de définir la violence. Dans la Bible, le mot violence désigne l'action d'un oppresseur maléfique. Rester neutre, favoriser le statu quo, tolérer l'oppression, c'est favoriser la violence.

Kairos met le doigt sur un problème fondamental dans la théologie de l'Église, qui explique son manque d'analyse sociale et de sens politique: c'est le *type de foi et de spiritualité* qui ont dominé la vie de l'Église pendant des siècles. Une spiritualité individualiste, loin des affaires de ce monde, et qui laisse tant de chrétiens et de dirigeants d'Églises dans un état proche de la paralysie. La foi biblique, elle, est pertinente, de manière prophétique, pour tout ce qui arrive dans le monde.

Une théologie prophétique

Cette théologie est tournée vers l'action, elle suscite une réponse hardie, incisive et claire. Elle prône l'analyse sociale comme lecture des signes des temps; elle distingue les forces et les intérêts qui provoquent l'oppression dans un conflit qui n'est pas que racial mais qui oppose ceux qui bénéficient du système et ceux qui gagnent un salaire misérable, qu'on peut séparer de leurs familles et déplacer comme du bétail.

Le thème biblique de l'oppression débouche sur la *tyrannie*. Si le tyran est l'ennemi du bien commun, l'apartheid est un régime tyrannique et par conséquent moralement illégitime. Il faut lui substituer un gouvernement qui gouvernera dans l'intérêt de tout le peuple et non seulement de la minorité blanche.

Le document démonte la propagande du régime qui a marqué beaucoup de chrétiens et démasque l'inconscience de plusieurs qui «ne savent tout simplement pas ce qu'ils font». Cet aveuglement ne rend pas l'État moins tyrannique et n'excuse pas non plus la haine. Les chrétiens sont appelés à aimer leurs ennemis, à s'y efforcer tout au moins... et à se souvenir que la chose la plus charitable à faire, à la fois pour les opprimés et pour leurs ennemis, c'est d'éliminer l'oppression, de destituer les tyrans du pouvoir et d'établir un gouvernement juste pour le bien de tous.

Enfin, le document appelle à l'action, des boycotts de produits alimentaires au refus d'aller travailler. Il invite l'Église à transformer ses activités pour répondre aux exigences de la crise actuelle, à se prononcer sur la légitimité de l'État actuel et à prendre ses responsabilités face à la désobéissance civile.

En conclusion, *Kairos* rappelle que le défi de la foi s'adresse à tous les chrétiens à travers le monde, pour que nous accordions tout le soutien nécessaire à cette cause qui coûte tant de jeunes vies humaines.

Les milieux catholiques ont accueilli *Kairos* avec bienveillance mais aussi avec prudence. Le recours à l'analyse marxiste, les raccourcis de la théologie du prophétisme et surtout le manque de prospective (quel sera le sort des blancs après la chute du régime?) expliquent la prudence.

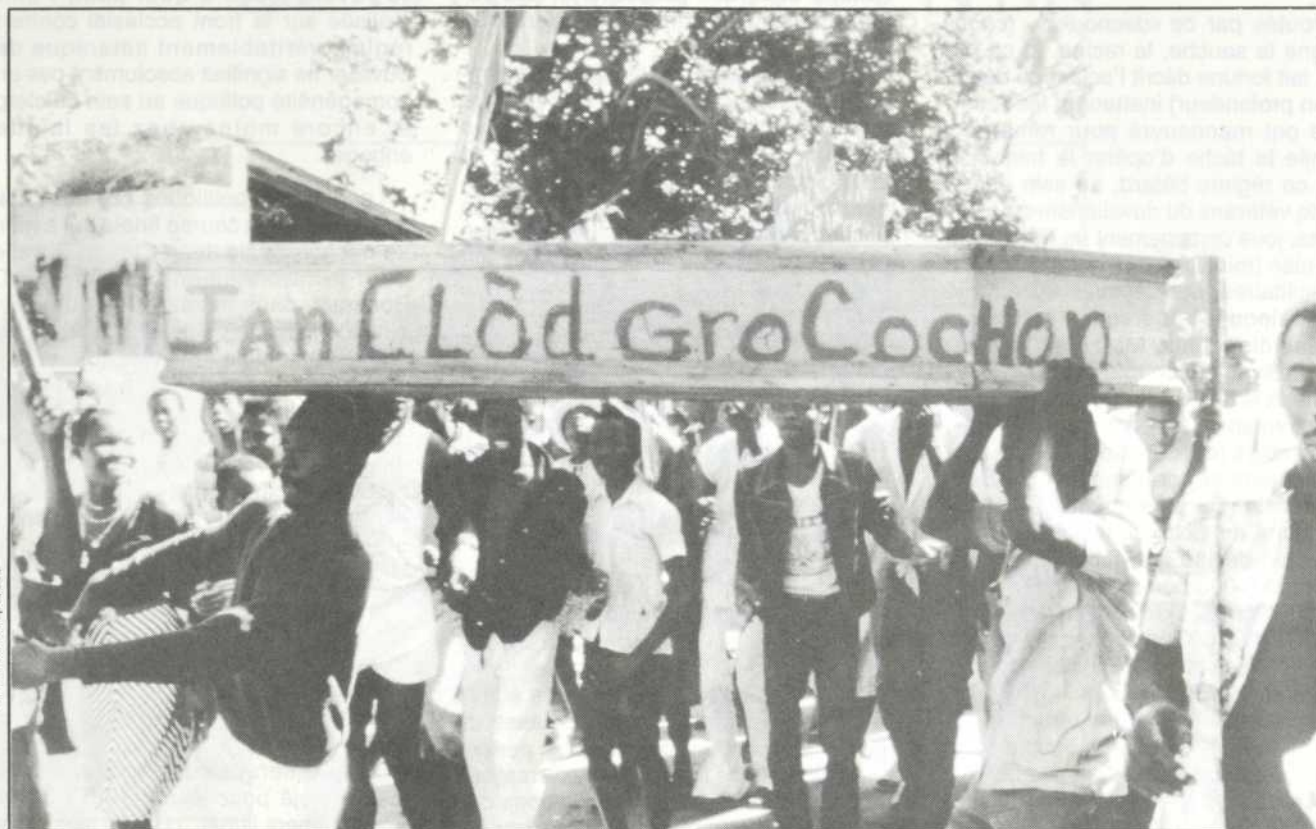
Mais on reçoit volontiers l'appel à la conversion et l'appel à être plus fortement et clairement du côté de la population noire: travailler *pour*, mais surtout *avec* les Noirs. On reconnaît que l'approche contextuelle, enracinée dans la réalité sud-africaine, est une contribution très positive. Ce cri du peuple, l'Église doit l'entendre.

Les évêques ont résolu de prolonger l'étude du document *Kairos* jusqu'en mai prochain. D'ici là ils souhaitent informer, préparer les mentalités. Il est inouï dans certains milieux catholiques de mettre en cause la légitimité de l'État; de réfléchir aux conditions et aux conséquences de la désobéissance civile; d'appuyer les boycotts internes et les sanctions économiques de l'étranger. Au fond, de remettre en question son niveau de vie, le partage du pouvoir et le pays futur...

Ce moment critique en Afrique du Sud est pour les chrétiens un temps de peur et d'espoir, un temps de lutte et d'entraide; c'est l'heure de vérité sur les liens profonds entre les forces de l'Évangile qui soutiennent en chacun l'engagement, la réflexion théologique et l'espérance en des jours de paix et de justice. ■

IMPRESSIONS D'UN RETOUR D'EXIL

par Karl Lévêque



Manifestation populaire dans les rues de St-Marc (Haïti).

trois semaines pour retrouver ses racines dans un pays après 26 ans d'absence, c'est peu. Deux pages pour livrer des impressions sur ces retrouvailles est un plus grand défi. On serait peut-être tenté de célébrer la fête perpétuelle du soleil et des bougainvilliers multicolores, la saveur capiteuse des jus tropicaux (grenadine, cachiman, corossol, papaye, melon, cerise...), la chaleur de cette foule qui de partout nous submerge, la beauté intemporelle de certains paysages, au détour d'une route de province, que l'on retrouve inchangés après tant d'années.

Oui, une fois passés les deux premiers jours de dépaysement, où les rues de villes nous semblent si dangereusement étroites, où tous les visages connus nous paraissent maquillés de rides et de cheveux blancs, très vite on change de camp, on cesse d'être l'étranger, c'est comme si l'on n'était jamais parti. Et c'est de l'intérieur d'une charnelle appartenance à ce pays toujours beau au cœur de la plus grande pauvreté, qu'on mesure ce qui y a changé, un peu, beaucoup...ou pas du tout.

Un pays neuf

Mais là, on laisse le folklore et on entre dans le très sérieux. Ce qui a changé depuis quand? Depuis 26 ans, ou depuis le 7 février? Parce qu'il n'y a pas rien que pour nous que ça a beaucoup changé en Haïti. Pour beaucoup de gens, pour tout le monde, c'est véritablement un pays neuf. Le mot «révolution» qui avait été tellement galvaudé par le régime des Duvalier — «mon père a fait la révolution politique, moi je ferai la révolution économique», tel était le refrain de Jean-Claude Duvalier —, ce mot révolution est régulièrement employé par le peuple lui-même pour désigner la rupture réelle effectuée quelque part dans ce pays entre décembre 85 et février 86. Nous n'avons pas eu personnellement l'impression d'être charrié par un abus de langage. Il y a bel et bien eu une révolution dans ce pays. Reste à définir dans quel sens. Parce que le Conseil national de gouvernement (CNG) qui est au pouvoir ne mérite absolument pas l'épithète de révolutionnaire. Et alors, que veut-on dire?

Pendant trois décennies, le peuple haïtien a marché la tête entre les jam-

bes, «zombifié» disait-on, par l'idéologie noiriste des Duvalier et quadrillé par un corps de répression extraordinairement efficace, les Volontaires de la sécurité nationale (VSN): 35 000 personnes armées, en tenue militaire, entraînées...et 300 000 personnes munies de la carte de tonton-macoute, éventuellement d'un revolver, sauf-conduits qui permettaient tous les abus et accordaient tous les privilèges. Or, voilà qu'un peuple non armé, sans organisation politique unifiée, sans idéologie, sans leader nationalement reconnu, en arrive à débouter cette dictature que le Département d'État américain avait bien décidé de maintenir en place. Ce qui nous a le plus frappé durant ce séjour, c'est de découvrir un peuple fier, insolent (*frekan*) à en être admirable, pleinement conscient d'avoir été le seul artisan de sa libération.

Quoi de plus significatif que de voir partout le peuple SE fêter: le peuple du Cap-Haïtien allant rendre hommage au peuple des Gonaïves, le peuple des Gonaïves allant fêter la résistance du peuple de Jérémie, le peuple de Petit-Goâve se présentant comme «le relais de la révolution»! Jaloux même de sa victoire, il n'en-

tend pas se laisser voler ce mérite ni par quelque «leader» que ce soit, ni par ces fameux «communistes» que les Cassandre de tous poils dénoncent à l'horizon sans que nulle part on n'en ait trouvé trace.

Déroutés par ce «dechoukay» (*chouk* désigne la souche, la racine, et ce mot qui a fait fortune décrit l'action de déraciner en profondeur) inattendu, les Américains ont manœuvré pour remettre à l'Armée la tâche d'opérer la transition. D'où ce régime bâtarde, au sein duquel un des vétérans du duvaliérisme, M. Alix Cinéas, joue certainement un rôle de premier plan (ministre sans portefeuille), où des militaires tout dévoués au duvaliérisme, sinon à la personne même des anciens dirigeants, MM. Max Vallès et Prosper Avril, ont un rôle déterminant, le premier à la tête de l'important ministère de l'Information, le second pour protéger les membres (et peut-être même la structure souterraine) de l'immense appareil duvaliériste. De plus, même alors que, par décret du CNG, la milice a été dissoute, on devine la difficulté pour une armée de 8 000 hommes de faire disparaître du jour au lendemain un corps paramilitaire de 35 000 personnes mieux équipées en armes que les soldats de l'armée régulière!

Bien sûr qu'on retrouve au CNG un homme au-dessus de tout soupçon, Me Gérard Gourgue, qui n'avait pas ménagé son courage à la tête de la Ligue des droits de l'Homme pendant plusieurs années. De même au sein du Cabinet, des ministres comme Rosny Desroches (Éducation), Jacques François (Relations extérieures), Symphar Bontemps (Santé), Marcel Léger (Finances) ne sont pas exactement des suppôts de l'ancien régime. Mais font-ils le poids face aux duvaliéristes (Odonel Phénestor, Cantave Montaigne, Tony Auguste, etc.)? Numériquement, non.

Le Souverain

Cette question nous amène au second volet de ce qu'on appelle actuellement la *révolution* en Haïti. C'est que le rapport de forces normal qui existe entre le peuple et un gouvernement (militaire de surcroît) est actuellement en Haïti inversé. De l'avis de tous, c'est le peuple qui mène, et ce sont les militaires qui suivent. Situation paradoxale qui ne pourrait durer indéfiniment sans ruiner le principe même de l'autorité et la crédibilité du CNG. ...Et on ne voit pas comment elle pourrait cesser. Le véritable pouvoir

actuellement est dans la rue. Puisque le CNG refuse de nettoyer l'appareil gouvernemental de ses éléments macoutes, puisqu'il refuse de mettre sous les verrous ceux-là que tout le monde considère comme étant des assassins et des voleurs, le peuple continue à exercer la justice.

Il s'agit bien entendu d'une justice symbolique, puisqu'il choisit de s'en prendre uniquement aux personnages les plus connus pour leur férocité à réprimer et leur voracité à piller les biens publics. L'opération du *dechoukay* ici et là désigne encore la démolition en règle du château et des limousines d'un macoute impuni. Mais de plus en plus, elle prend la forme plus légale d'une revendication de mise-à-pied d'un haut fonctionnaire jugé corrompu et trop compromis avec l'ancien gouvernement. De manière de plus en plus fréquente, ces revendications se font aussi plus économiques, plus structurelles: en particulier contre ces taxes qui jadis alimentaient les huit comptes spéciaux du Président de la République portant la rubrique... «Défense nationale».

Le CNG peut se vanter d'avoir beaucoup fait en quatre semaines: dissolution de la milice, retour au drapeau bleu et rouge, intention de récupérer les fortunes de la famille Duvalier et des autres grosses têtes du régime, promesse de juger ceux contre lesquels seront portées des accusations fermes de malversations des biens de l'État ou de violations des droits de la personne, etc. Mais par ailleurs, il faut reconnaître que toutes ces mesures n'ont été que la stricte mise en application des revendications populaires, obtenues surtout sous la pression têtue du peuple qui ne démord pas. Durant ce premier mois de gouvernement, on peut dire sans mentir que tous les communiqués et décrets du CNG venaient comme une réponse pour calmer le peuple. Le ministre de la Justice, Me Gourgue, a consacré l'expression «clameur publique» pour désigner cet aspect catégorique de la volonté populaire devant laquelle le gouvernement devait s'incliner. Et dans le contexte de l'inauguration de la Mission Alpha (la grande campagne d'alphabetisation de l'Église catholique), le 7 mars dernier, plusieurs orateurs ont parlé du «Souverain», évoquant le peuple dont l'intervention est désormais reconnue comme déterminante et ... souveraine.

Nous avons dit que le véritable pouvoir était dans la rue. Pouvoir massif, mais inorganisé. Donc pouvoir fragile. L'Église, certes, avait encadré, endigué (et renforcé du poids de son autorité) les aspirations populaires durant les dernières années de l'affrontement avec Duvalier. Mais dans la phase actuelle, où vont se

discuter de plus en plus des projets concrets d'alternative politique, l'Église a de moins en moins son mot à dire — du moins si elle veut rester en dehors de toute partisanerie. Et en même temps se révèle jusqu'à quel point l'unité réalisée sur le front ecclésial contre le régime véritablement satanique des Duvalier ne signifiait absolument pas une homogénéité politique au sein du clergé et encore moins chez les laïques engagés.

Les leaders politiques ont été totalement hors de la course finale qui a mené au *dechoukay* de Jean-Claude Duvalier. Sauf le rayonnement régional de De Ronceray dans la zone de Petit-Goâve d'où il origine, le poids de la classe politique est actuellement et jusqu'à présent quasi nul. Et puisqu'il y a un réel vide politique, il est probable que certains requins de la Diaspora et des politiciens de l'intérieur vont y développer, dans les mois qui viennent, leurs campagnes, faites de magouilles, de dénonciations et d'excommunications réciproques; eux qu'on sent plus préoccupés de s'ajuster aux vœux du Département d'État américain qu'aux aspirations du peuple.

Les élections

Et que seront ces élections qu'on prévoit déjà pour février 1987? Seront-elles vraiment libres...ou bien téléguidées par Washington, comme tout ce qui se joue à Port-au-Prince depuis ces dernières années? N'est-il pas significatif que le peuple soit jusqu'à maintenant si peu préoccupé de ces fameuses élections? Pour le moment, ce qui importe c'est l'affrontement nu, patient, rusé des deux seules forces politiques en présence: un gouvernement encore fortement lié au duvaliérisme, et un peuple ivre de liberté et conscient de sa force.

La seule vraie garantie de stabilité dans la situation actuelle est la menace d'une intervention militaire directe, soit des États-Unis, soit d'une force interaméricaine (ou intercaribéenne) suscitée par les Américains et dont personne ne veut en Haïti...sauf bien entendu un certain secteur de la bourgeoisie. Pour éviter le pire, le CNG acceptera peut-être de concéder, par petits bouts, les revendications les plus criantes du peuple, pour obtenir au moins de pouvoir préparer ces élections qui constituent son principal mandat. Rien pourtant n'est sûr.

Sinon que jamais les chances pour la démocratie n'ont été aussi ouvertes qu'actuellement. ■

Le 14 mars 1986

CORAZON ET LA BÉNÉDICTION DE LA SAINT-VALENTIN

par Jean-Pierre Richard



Gamma/Ponopresse



Gamma/Ponopresse



Imapresse/Ponopresse

bien avant de devoir fuir avec ses trésors, le dictateur philippin avait atteint le niveau du délire. Ferdinand Marcos avait fait tailler dans le roc, à Banguio, une statue colossale de lui-même. Une photo du chantier parue dans un journal de Madrid montre la tête du dictateur émergeant de la montagne: le bas du visage est caché par un immense échaffaudage mais les

yeux sont là et on devine le regard cruel; plus haut, contre l'horizon, une impeccable coiffure où les dents d'un peigne immense ont laissé des tranchées verticales. Fin de règne dans la mégalomanie et l'absurdité.

L'indéfectible «ami» des États-Unis — élu en novembre 1965 à la présidence, en pleine guerre du Vietnam — s'est enfui après vingt années qui, pour les Phi-

lippines, auront été celles du règne absolu du capitalisme périphérique avec ce que cela comporte d'autoritarisme, de répression, de sang, de corruption, de développement économique anarchique et de fuite des capitaux. Et, faut-il le rappeler, du règne du lupanar et du *sex-tourism* qui n'avait rien à envier aux dernières années de la Cuba de Batista.

Les derniers mois du régime Marcos

ont été suivis avec un intérêt soutenu par les grands réseaux américains de télévision et cette constance s'explique beaucoup plus par le danger où se trouvait la mise américaine dans cette ancienne colonie de l'Oncle Sam que par une préoccupation réelle pour le sort du peuple philippin.

La main du prêtre...

L'alerte dans la presse occidentale avait été donnée par l'assassinat de Benigno Aquino en août 1983. Cet acte cruel et stupide où la main de Marcos était visible bien que le blâme fut finalement décerné au haut commandement des forces armées, marqua le commencement de la fin. Les rapprochements Somoza-Marcos commencèrent à se faire dans l'opinion américaine. Les réganiens qui avaient l'habitude de mettre tout sur le compte du libéralisme de Jimmy Carter avant d'entrer à la Maison blanche, se rendirent vite compte, une fois qu'ils y furent installés, que les États-Unis ne pouvaient plus débarquer des troupes ici et là dans le monde pour remettre sur son socle la statue d'un «ami» et rétablir l'ordre à leur profit. Le cas de la minuscule Grenade est l'exception qui confirme la règle.

Le régime Marcos qui était placé sous la haute surveillance de la presse du monde, commit l'erreur de se lancer dans une comédie électorale. Organiser des élections pour bien montrer qu'on demeurait présentable, c'était la solution. Imelda et Ferdinand Marcos n'avaient-ils pas été reçus à Washington avec tous les égards?

La comédie des élections présidentielles tourna rapidement au procès du régime. Corazon Aquino fut finalement désignée comme candidate unique de l'opposition pour faire face à Marcos, le sept février. Salvador Laurel qui avait tous les titres pour prétendre à cette place, céda aux instances du cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille. Ce jour-là, la main du prêtre s'éleva au-dessus de la mêlée pour la première fois et l'unité de l'opposition fut scellée. Premier échec pour Marcos.

La photo du dictateur se révéla dans le bain de foule électoral. Ses sbires y gardaient la main sur la crose. La liste des crimes du régime s'allongea devant les caméras, c'est par dizaines que les partisans de Corazon — devenue Cory pour les médias — furent tués. Le sommet fut atteint lors du dépouillement du

scrutin. Selon le décompte de l'opposition, le sens du verdict populaire était clair mais Marcos disposait d'une majorité docile à l'Assemblée nationale, dernier juge. Il fut finalement couronné président la valise à la main. À sa façon, ce fut un innovateur.

Les Philippins sont catholiques dans une proportion de 84 pour cent. Pour cette raison, l'Église a joué un rôle déterminant. En fait, la partie s'est jouée le 14 février à la réunion de la conférence des évêques du pays. Ce jour-là, Imelda Marcos se rendit chez les évêques pour plaider la cause de son pauvre mari malade dont elle défendait le droit à un autre mandat, seul rempart contre le «communisme». Cette femme trop maquillée dont le luxe tapageur était un scandale dans un pays pauvre (PNB per capita 1981: 790 dollars US), fut éconduite après avoir été écoutée froidement. Puis ce fut le tour de Corazon Aquino qui vint plaider pour la mémoire de son mari assassiné et pour ses droits d'élue du peuple. Pour la seconde fois, la main du prêtre s'éleva et ce fut pour bénir cette femme au visage d'institutrice. La bénédiction de la Saint-Valentin se répandait certes sur Corazon mais aussi et surtout sur la campagne de désobéissance civile qu'elle annonçait au régime Marcos dès l'assermentation du dictateur.

Enfin, ce furent la rue et la foule, et un peu l'Église aussi, qui donnèrent à Philip Habib, véritable proconsul de Reagan à Manille, les indications qui lui manquaient encore. Les éléments les plus lucides et les plus calculateurs des forces armées basculèrent à temps. Et Marcos partit avec sa petite bande.

Coup réussi, s'empressa-t-on de clai-ronner à Washington où l'on faisait le lien avec le cas de «Baby Doc». Voire.

Une grâce durable?

L'avenir des Philippines n'est pas déterminé pour vingt autres années. Les Philippines ont une valeur stratégique qui explique que les États-Unis les aient enlevées à une Espagne exsangue en 1898, en même temps que Cuba, Porto-Rico et Guam. L'archipel philippin est proche de la Chine et surtout d'un Vietnam tombé dans l'orbite soviétique avec ses bases construites par les Américains. Ceux-ci ont aux Philippines deux bases — aérienne à Clark et navale à Subic Bay — qui comptent parmi les plus importantes de leur système sur la planète. Leur perte serait irréparable et leur déplacement coûterait des milliards.

Sur le plan intérieur, le parti communiste philippin est actif et bien implanté. Son bras armé, la Nouvelle Armée du Peuple (NPA), demeure une force redoutable avec ses 16 000 guérilleros. Sans compter les deux millions et demi de musulmans de Mindanao qui sont en état de révolte larvée. Ils n'ont de toute façon jamais été vraiment soumis ni par les Espagnols ni par les Américains. On dit que le colonel Kadhafi s'intéresse à eux.

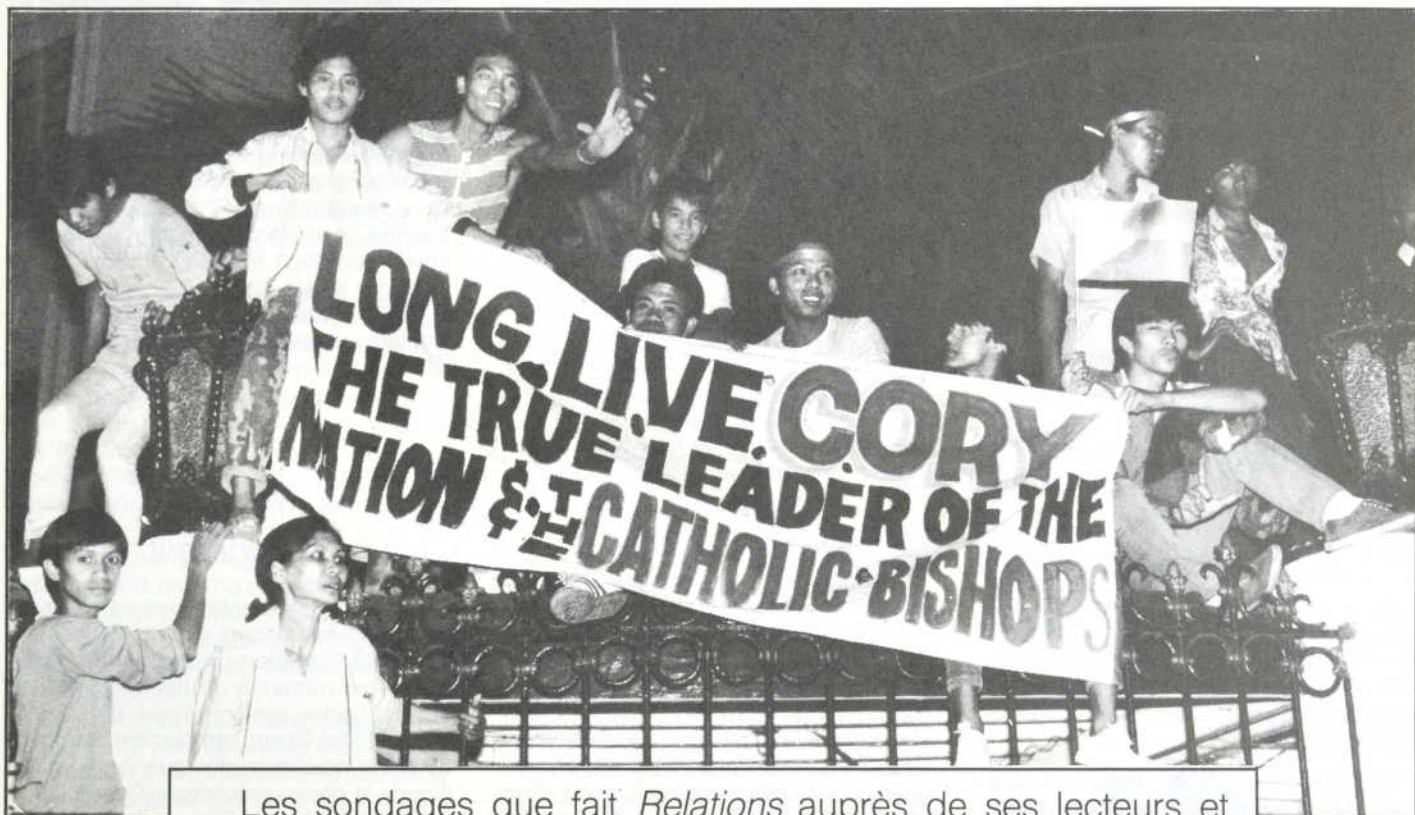
Lorsque les Espagnols sont débarqués dans l'archipel en 1521, il n'y avait qu'un demi-million d'habitants dans les quelque 7 000 îles que l'on appelle aujourd'hui encore les Philippines, d'après le nom d'un des grands monarques de l'Occident et champion de la Contre-Réforme, Philippe II d'Espagne, fils de Charles Quint. Lorsque les Américains s'en sont emparés, ils étaient sept millions. Ils sont aujourd'hui 54 millions et seront 77 millions en l'an 2000, c'est-à-dire demain.

Sur le plan culturel, les Philippines sont un extraordinaire carrefour dans l'histoire. Resté à l'écart des courants de l'hindouisme et du bouddhisme, le pays fut touché par les missionnaires musulmans avant de l'être par ceux des grands ordres de l'Espagne des rois. Mais avant eux étaient venus les marchands chinois avec la soie. Les Philippines parlent 80 langues vernaculaires proches de celles usitées en Indonésie et en Malaisie. La population est malaise. C'est l'Espagne qui a apporté à cette terre, qui est entre l'Asie et l'Océanie, l'unification et une religion structurante, le catholicisme. C'est elle qui a eu l'influence civilisatrice déterminante et pourtant, aujourd'hui, l'espagnol, bien qu'il soit l'une des trois langues officielles avec le tagalog et l'anglais, a presque disparu. Pas moins de 40 pour cent des Philippines parlent l'anglais et sont un champ privilégié pour l'influence américaine directe. C'est aujourd'hui l'anglais qui domine le monde littéraire et artistique.

Les problèmes du pays forceront Corazon Aquino et Salvador Laurel à beaucoup de sagesse et de prudence en même temps qu'à de l'audace et à des réformes. Certains problèmes ressortent. Le sort des bases américaines devra être renégocié au début des années 90. La balance commerciale est largement déficitaire. La dette extérieure est de plus de 25 milliards de dollars et la bande à Marcos a emporté à l'étranger des sommes astronomiques, on parle sérieusement de 30 milliards. Est-il besoin de le rappeler, les Philippines sont pauvres, elles exportent surtout du sucre de canne et de la noix de coco. Il va falloir que la grâce de la Saint-Valentin soit profonde et durable. ■

LE MONDE BOUGE, L'ÉGLISE AUSSI

par Julien Harvey



Gamma/Ponopresse

Les sondages que fait *Relations* auprès de ses lecteurs et lectrices, y compris celui de mars 1985, révèlent régulièrement qu'ils associent leur foi à la culture, beaucoup moins au politique et au social. D'où l'intérêt d'une réflexion sur l'évolution de l'Église ailleurs.

Ceux et celles qui suivent l'actualité religieuse depuis vingt ans se souviennent sans doute de la couverture du magazine *Time* du 22 octobre 1985 qui portait, écrit en rouge sombre sur fond noir, «*God Is Dead!*». La même année, Harvey Cox publiait «*The Secular City*», qui reprenait sur le plan social le diagnostic personneliste de *Time*.

Depuis lors, quelques recherches sérieuses (comme *Le désenchantement du monde*, de Marcel Gauchet en 1985) ont repris cette constatation. Mais la plupart ont dû rebrousser chemin. Cox lui-même a désavoué son premier livre dès qu'il a recommencé à entendre des

«bruissements d'anges»! Car tous ont pu constater un retour du religieux. Constatation qui a amené la joie des uns, la consternation des autres. Car ce retour a souvent été associé à des attitudes autoritaires et répressives, à la «majorité morale», à la droite politique américaine, et jusqu'à l'ayatollah Khomeiny.

Pourtant, le christianisme, et particulièrement le catholicisme, est à redevenir, à toute vitesse, un mouvement historique, beaucoup plus rattaché au politique et au social qu'au culturel. Cela se passe dans le monde pauvre, dans le Sud. Si bien que ce qui se manifeste de vitalité chrétienne au Vatican et dans les pays prospères du Nord, et qui est presque

exclusivement culturel, tend à devenir plutôt marginal et quelque peu archaïque. Y compris ce qui se passe en général chez nous.

Toujours est-il que depuis quelques mois les manchettes des journaux et les images de la TV posent nettement le problème: L'Église, les Églises (car le phénomène est généralement oecuménique) ont été à la source de mouvements populaires assez puissants pour ébranler et même renverser des régimes depuis longtemps établis sur la violence et l'injustice. C'est en particulier le cas du Nicaragua, d'Haïti, des Philippines, avec de fortes possibilités en Afrique du Sud.

Bien sûr, il ne faut pas majorer le rôle des Églises; elles ont supporté et conscientisé des mouvements politiques, elles ont aidé les pauvres à s'organiser. Mais de toute façon cela contraste étonnamment avec l'attitude absentéiste et parfois même réactionnaire de l'Église en d'autres pays. Cela ne ressemble guère, non plus, à un autre renouveau du christianisme politique, par exemple en Pologne.

Comment et pourquoi est-on arrivé à cette nouvelle vitalité des Églises dans le Sud pauvre?

Le christianisme colonisé

Depuis le début de l'activité missionnaire moderne, la mission a presque partout accompagné la colonisation. La pensée chrétienne qui appuyait la foi et la dirigeait a été tout simplement, et malheureusement, celle du pays colonisateur. Rien d'étonnant à ce que les Églises d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie aient d'abord été des copies en plus modeste des Églises d'Europe, des importations. Théologies et spiritualités du statu quo, libéralistes et individualistes, anti-communistes à outrance, anti-oecuméniques, hostiles aux idées modernes.

Ces caractères ont été souvent durcis par le fait que les leaders, presque exclusivement religieux et prêtres, étaient formés dans le pays colonisateur ou à Rome. Si on ajoute à cela la force des mécanismes de contrôle du Vatican d'alors et le prestige de la pensée thomiste, on n'a pas à s'étonner de l'homogénéité ni du manque de vigueur de la théologie des pays du Sud.

L'Action Catholique

Créée en Belgique à la fin de 1924, l'Action Catholique aura joué un rôle vital dans la pensée chrétienne du tiers monde. Surtout après l'éloge qu'en fait Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo anno* en 1931, elle se développe partout: Argentine en 1931, Chili également en 1931, Pérou en 1935, Costa Rica en 1935, etc.

La «nouvelle chrétienté», comme on a souvent appelé là-bas l'Action catholique,

apporte essentiellement trois nouveautés dont les conséquences seront considérables: l'intérêt pour l'analyse sociale sérieuse («voir, juger, agir»), le sens de la responsabilité laïque dans l'Église, la valorisation de l'engagement politique chrétien. Les actions qui en découleront seront surtout de type réformiste, et leur portée restera locale ou régionale.

Le besoin de formation amènera la création de nombreux instituts sociaux: dépendances d'Économie et Humanisme du P. Lebre, Centre Bellarmin de Santiago, CIAS de Buenos Aires, Bogota, Mexico. En 1955, la Conférence épiscopale latino-américaine (CELAM) est fondée; en 1958, celle des religieux et religieuses (CLAR). Beaucoup de centres théologiques rendent possible une réflexion contextuelle; Bogota (1937), Lima (1942), Medellin (1945) Sao Paulo et Rio de Janeiro (1947), Porto Alegre (1950), Quito (1956), Buenos Aires (1960), Valparaiso (1961).

De la déception au développementalisme

L'Action catholique aura fait comprendre à beaucoup de gens que l'Église ne peut se limiter à une simple condamnation, sans aucun espoir de succès, des structures d'oppression et de la violence. On sait maintenant que les options politiques ne sont pas innocentes et que trop souvent les réformes ne suffisent pas. C'est dans le contexte de cette première déception que naissent la théologie et la spiritualité du développement.

Parmi les leaders d'alors Joseph Comblin, Vincent Cosmao, François Houtard. Le Concile se situe dans cette phase, qui commence vers 1960 pour durer près de dix ans. Vatican II offre quelques jalons utiles, en particulier dans *L'Église dans le monde de ce temps*. Cette théologie de la générosité prolonge une intuition de l'économie de Keynes, en cherchant une solution au problème de la justice dans le tiers monde à partir d'une aide au développement qui serait profitable à la fois aux bénéficiaires et aux donateurs.

Malheureusement, dès la rencontre de la CNUCED en 1964, cette voie s'avère sans avenir: l'aide au développement devient une industrie de plus pour les pays riches, elle enrichit des élites peu scrupuleuses dans les pays bénéficiaires, elle pille les ressources naturelles souvent non-renouvelables des pays sous-développés, elle accroît la dépen-

dance des populations dorénavant affectées à des monocultures et à des industries précaires et finalement elle inverse la balance des paiements en faveur des pays donateurs.

Malgré cela, l'encyclique *Populorum Progressio* de Paul VI (1967) est encore développementaliste, mais avec des réserves (comparer le no. 14 aux no. 43-55). La rencontre des évêques latino-américains à Medellin (1968) le sera encore, mais avec plus de réticences que l'encyclique.

Devant une si grande déception, plusieurs sont retournés à une spiritualité de la résignation. D'autres se sont tournés, en grand nombre, vers le marxisme. Dans un cas comme dans l'autre, le risque était grand, entre 1964 et 1968, surtout en Amérique latine, de conclure comme en Europe et en Amérique à la mort de Dieu.

La théologie de la libération

C'est dans ce contexte et après tous ces essais infructueux que naît la théologie de la libération. Depuis 1959, plusieurs mouvements de libération et de décolonisation avaient réussi. Che Guevara et Fidel Castro remplacent, comme figures symboliques, les guerilleros martyrs de la phase précédente Camillo Torres en Colombie, le Groupe de Teoponte en Bolivie, etc.) En Afrique, la décolonisation avait précédé de plusieurs années (Cambodge, 1955; Maroc et Soudan, 1956; Ghana, 1957; Gabon, 1958; Sénégal, Cameroun, Haute-Volta et Zaïre, 1960; etc.). En 1962, les nouveaux pays indépendants se multipliaient: Rwanda, Ouganda, Burundi, Jamaïque, Trinidad-Tobago, etc.).

Dans ce courant naissent les communautés de base, les mouvements d'étudiants universitaires, les regroupements de prêtres, pour reprendre pied dans ce fantastique brassage politique, économique et culturel. Gustavo Gutierrez au Pérou, Lucio Gera en Argentine, Richard Shaull dans les milieux oecuméniques, en font les premières synthèses. Dès 1970, le secrétaire du CELAM, qui s'appelait Eduardo Pironio, écrivait: «Notre mission, comme celle du Christ, est de proclamer la bonne nouvelle aux pauvres, de proclamer la libération des opprimés». On ne peut mieux décrire le noyau essentiel de la théologie de la libération.

L'heure de la répression

Les premières années d'application pastorale de cette théologie sont euphoriques. On réinvente, surtout dans les communautés de base, la joie d'être chrétiens, celle de prier ensemble, de retrouver un Christ travailleur et un Dieu libérateur, pour reprendre des réflexions de Leonardo Boff. Mais il ne faut que peu de temps à la répression pour s'organiser. Le Christ libérateur devient le Serviteur souffrant.

La résistance provient de trois côtés à la fois: des États de sécurité nationale, qui se constituent rapidement en face des mouvements populaires, de la diplomatie internationale et particulièrement de la CIA, enfin de certains courants dans les Églises, y compris au Vatican. Aux libérations succèdent les coups d'État de droite, habituellement militaires: Brésil (1964), Uruguay (1971) Bolivie (1972), Chili (1973), etc.

En 1969 déjà, le «Rapport Rockefeller» affirmait qu'au nom de la sécurité de l'hémisphère occidental, on doit appuyer les chefs militaires, même dictateurs, pour défendre «les valeurs de la civilisation chrétienne occidentale». En 1963 déjà, le P. Roger Vekemans, un missionnaire malencontreusement impliqué dans la politique d'extrême-droite, avait reçu une dizaine de millions de la CIA pour soutenir la Démocratie chrétienne au Chili.

Le résultat de ces activités sera de faire identifier de plus en plus la théologie de la libération à une infiltration du marxisme dans les Églises (on verra par ex. l'ouvrage malheureux de Ernest W. Lefever, *Amsterdam to Nairobi, The WCC and the Third World*, Washington, 1979). On ferme plusieurs instituts engagés dans la théologie de la libération (Quito, Medellín, etc), des professeurs sont démis de leurs fonctions (Assman au Chili, Comblin au Brésil, etc). Les martyrs sont nombreux et ils renouvellent la motivation des communautés (Antonio Pereira Neto au Brésil, Hector Gallego à Panama, Rutilio

Grande et Mgr Romero au Salvador, Ivan Bétancourt au Honduras, etc).

De 1976 à 1985

Depuis 1976, le progrès de la théologie de la libération a continué, en même temps que les efforts de répression. De nouvelles figures ont remplacé les plus âgées, Jon Sobrino au Salvador, Ronaldo Muñoz au Chili, Antoncich au Pérou, etc. Et, ce qui est plus important, la théologie de la libération se donne les instruments pratiques de toute théologie: une analyse sociale plus précise, une catéchèse, une pastorale, animée en très grande partie par des laïcs, maintenant solidement formés dans les communautés de base.

Par contre, la répression prend forme: des gouvernements de sécurité nationale se répandent partout sur le modèle brésilien. La thèse est simple: pour assurer le développement économique du pays, il faut attirer les investissements étrangers. Or, les investisseurs, surtout américains, redoutent d'abord et avant tout l'instabilité politique et la popularité du marxisme. Il faut donc les rassurer, en insistant sur l'ordre, au besoin de façon arbitraire par la répression. Et, paradoxalement, la crainte du marxisme amène ces gouvernements à appuyer une forme de christianisme, ce qu'on a appelé la «thèse polonaise».

Le mot est de Joseph Comblin et il date de plusieurs années avant Jean Paul II. Ici également, la thèse est simple: pour avoir la paix de part et d'autre, il s'agit d'éviter tout affrontement direct entre l'Église et l'État. Et pour ce faire, il suffit de laisser l'État délimiter, à partir du sommet et par des méthodes diplomatiques, les secteurs où l'Église peut agir en toute liberté, les domaines sacramentel, liturgique, catéchétique. En retour, l'État agira sans aucune intervention ni aucun jugement de l'Église dans les domaines politique, économique et social. Le résultat ne se fera pas attendre. Au bout de

quelques années, on parlera d'Église populaire pour désigner tous les fidèles et les regroupements de fidèles qui ne tiennent pas compte de cette entente cordiale avec les États de sécurité nationale; et on parlera d'Église officielle pour celle qui accepte ce concordat nouveau genre.

C'est dans ce climat que se déroulera l'assemblée du CELAM à Puebla (1979), avec la participation du pape Jean Paul. Son intervention sera interprétée de bien des façons, mais à six ans de distance une chose est claire: il n'a pas été chaleureux, il a émis plusieurs mises en garde, mais il n'a pas condamné la théologie de la libération. Évitant de la nommer (le document final de Puebla, *Construire une civilisation de l'amour* (fr. Paris, 1980) ne la nomme pas non plus!), il appuie assez souvent ses lignes de force pour qu'on le comprenne, sans par ailleurs pouvoir assez le récupérer pour créer des divisions entre Églises.

Après Puebla, il demeure toujours possible pour un évêque ou pour une communauté chrétienne de suivre l'Alliance pour le progrès de John Kennedy et de collaborer avec les plans de développement associés aux États de sécurité nationale, mais on n'a plus guère de textes pontificaux à citer. Ce qui n'empêchera pas certains bureaux du Vatican d'orienter les nominations du côté de l'ordre établi. Mais jamais assez pour inverser le mouvement.

L'événement le plus problématique



Le cardinal Sin, archevêque de Manille.

des récentes années dans le champ occupé à la fois par la théorie polonaise et la théorie libératrice a été sans nul doute l'évolution de la situation au Nicaragua depuis la révolution sandiniste. En moins de six ans, le Front sandiniste de libération nationale, largement supporté par l'Église populaire et la théologie de la libération, semble devenu un gouvernement totalitaire, pour qui les droits humains ne comptent guère. L'intervention américaine et les *contras* ont sans doute joué un rôle important dans ce durcissement. Mais cela l'explique sans l'excuser.

La revue *Esprit*, qui avait toujours appuyé la libération populaire au Nicaragua, montre bien dans un dossier récent (janv. 1986) que l'arrivée au pouvoir d'une force saine risque de la contaminer profondément, surtout lorsque la peur amène la tentation de la répression violente. Mais il serait injuste de faire de ce cas tragique la démonstration de la non-crédibilité de la théologie de la libération. Beaucoup d'aberrations politiques du passé se sont couvertes de la respectabilité de la théologie traditionnelle et ont justifié ainsi des actes aussi graves que l'écrasement des indiens Miskitos.

De l'espoir à la liberté

Au Colloque des théologiens du tiers monde tenu à Accra au Ghana en décembre 1977, un théologien anglican alors peu connu, Desmond Tutu, disait: «Toute théologie de la libération est née de la tentative de comprendre la souffrance de ceux qui sont victimes d'une oppression et d'une exploitation institutionnalisées, de ceux qu'on aliène et qu'on traite comme des choses, alors qu'ils sont des personnes humaines créées à l'image de Dieu, rachetées par le Christ et sanctifiées par l'Esprit. Telle est aussi la genèse de la «théologie noire», qui en Afrique est proprement une théologie de la libération».

De cette théologie noire, le «Document Kairos», publié l'an dernier par un regroupement considérable de théologiens d'Afrique du Sud, est le plus récent manifeste. Et dans le même contexte, Mgr Tutu prend soin de résoudre au passage un apparent dilemme de la théologie engagée: «Les théologiens qui parlent de justice et de partage équitable des biens de la terre sont souvent accusés, par des personnes «religieuses», de faire de la politique et on les exhorte alors à recourir plutôt à la prière. Cette exhortation ne

manque pas d'arrogance: elle suppose que nous ne prions pas, alors que nous aussi nous rencontrons Jésus-Christ dans la prière et le recueillement, dans l'étude de la Bible et dans les sacrements. *C'est cette même rencontre qui nous contraint à parler et à agir comme nous le faisons.* Ce qui nous inspire est la foi, non la politique».

Si on peut résumer en quelques mots l'évolution de la théologie de la libération depuis deux ans, ce serait ceci: *elle constate qu'elle commence à réussir.* Et qu'elle suit ainsi la loi habituelle des interventions chrétiennes dans l'histoire, la loi du passage par la croix.

Et après la libération?

Une question relativement inexplorée jusqu'ici par les théologiens de la libération est la suivante: qu'arrive-t-il si nous réussissons?

C'est une question très sérieuse. en effet, si je puis utiliser ici les catégories bien connues de Karl Mannheim (*Idéologie et Utopie*, 1929; fr. 1956), le christianisme, comme toute religion communautaire, peut être vécu comme majoritaire et dominant ou comme minoritaire et dominé. Mannheim fait observer avec raison que dans le premier cas il devient inévitablement une *idéologie* c'est-à-dire un système qui a pour fonction d'intégrer les personnes dans la société, de légitimer une façon de penser et d'agir. Dans le second cas, la situation minoritaire, le christianisme est vécu comme *utopie*, comme mise en question de ce qui cimente la société mais peut en même temps brimer et aliéner les humains qui la composent.

On voit tout de suite que la victoire politique qui fait du christianisme une force dominante risque en même temps de faire de cette force de libération une force d'asservissement. On voit également que la situation de pauvreté et de faiblesse est celle qui garantit le mieux la qualité du christianisme. L'évangile a fait de cette situation la première bénédiction. Et ce n'est pas un hasard si plusieurs des théologiens et spirituels de la libération sont des Franciscains, dont la tradition conserve de façon particulièrement accentuée ce secret de la vitalité chrétienne qu'est son enracinement dans la pauvreté.

Cette perspective permet de formuler des recommandations à l'égard de la théologie de la libération qui réussit; elle nous permet aussi de déterminer des critères qui nous aident à conserver une solidarité critique avec ces frères et soeurs chrétiens, dont l'aventure n'est pas isolée de la nôtre.

1. L'«irruption des pauvres dans l'Église» (Jon Sobrino) et leur victoire politique ne doivent pas en faire de nouveaux riches. Leur Église doit donc se refuser de devenir dominatrice, même étant dominante. Elle doit continuer de croire aux moyens modestes des pauvres et éviter de laisser se développer en elle une pseudo-élite d'argent et de pouvoir.

2. Elle doit dépasser cette loi de l'idéologie dominante que les Romains exprimaient par la formule concise et cruelle «*vae victis*» (*malheur aux vaincus*). Dom Helder Camara, qui a toujours été proche de la théologie de la libération, a apporté une contribution importante lorsqu'il a démontré l'existence de la «spirale de violence»: la violence d'oppression amène fatalement la violence de résistance, qui amène fatalement la violence de répression. Et le cercle recommence. D'où l'importance vitale de la réconciliation et du pardon des offenses, deux valeurs chrétiennes difficiles mais qui sont d'abord fondamentalement humaines. Il est difficile de ne pas penser ici à ces deux cas bouleversants que sont l'Irlande du Nord et le Liban.

3. Partie prenante de la libération politique, l'Église doit aussi éviter à tout prix de faire de cette victoire une victoire religieuse, qui assurerait l'«establishment» du christianisme dans le pays. Chaque fois que dans le passé l'Église a profité de ce que saint Augustin appelait «les dépouilles des Égyptiens» (Ex. 3, 21-22), elle a dû réaliser avec regret par la suite qu'elle était ainsi devenue une religion nationale, ce qui est bien près d'être une religion naturelle. Le nationalisme est une valeur humaine, mais il ne doit pas aboutir à l'identification du croyant et du citoyen.

4. Plus positivement, l'Église qui a inspiré une libération politique victorieuse a tout intérêt à se donner comme objectif social la construction de ce que le Conseil oecuménique des Églises appelle, depuis 1948, une «société responsable». Ce Conseil, qui regroupe presque toutes les Églises chrétiennes et auquel les catholiques canadiens sont maintenant associés, définit cette société par cinq lignes de force: la réalisation d'un bien-être matériel suffisant pour tous, la coresponsabilité de tous dans les décisions majeures qui orientent la vie sociale, la protection des droits et de la liberté de chacun, la pratique de la justice à l'égard de tous, individuellement et collectivement, et enfin la recherche positive de la paix.

C'est là le chantier qui s'ouvre devant les chrétiens qui sont redevenus une force politique dans des pays où ils étaient depuis longtemps des exilés de l'histoire. ■

Nourrir les humains ou les capitaux?

VIOLENCE ET MARCHÉ

par Michel Beaudin

Faculté de théologie de l'Université de Montréal



CIRIC/Protte

« Dans dix ans, il n'y aura plus aucun enfant qui se couchera le ventre vide », promettait Henry Kissinger devant la FAO... en 1974¹. Nous savons que depuis lors l'holocauste silencieux des victimes de la famine et de la faim n'a cessé de s'alourdir.

Notre premier réflexe serait de baisser les bras: ces événements catastrophiques nous accablent. Mais il faut nous ressaisir, passer du réflexe à la réflexion, remonter aux causes. En vertu de quel principe l'économie agro-alimentaire semble-t-elle condamnée à affamer un si grand nombre d'êtres humains, au lieu de les nourrir? Cette logique absurde et meurtrière n'est jamais remise en question; d'où lui viennent ce prestige et cette autorité?

Il serait pourtant bien normal de poser des questions quand on voit que «l'économie mondiale du milieu de la décennie a été marquée par une surabondance de produits», comme le note Winston Williams du *New York Times*². À l'heure qu'il est, précise-t-il, nous sommes entrés dans «une économie de la surabondance qui fait des ravages». La surabondance touche même certaines denrées produites dans le tiers monde: le monde techniquement avancé en a stimulé la surproduction mais il ne sait plus quoi en faire.

Pour boucler la boucle du cynisme, la Commission économique européenne vient de demander à ses douze pays membres de réformer leur politique agricole commune afin de décourager la formation d'excédents; si bien qu'il ne sera plus question, pour économiser sur le stockage (9 milliards de dollars US), de partager avec les affamés les 17 millions de tonnes de céréales ou les 730 mille tonnes de viande de boeuf surgelée qu'on a actuellement en trop!

La nourriture-marchandise

La nourriture est devenue une marchandise comme une autre. Il s'agit là d'une transformation centrale, d'une véritable révolution, mais nous nous y sommes tellement habitués que nous n'en mesurons pas les conséquences humaines et sociales. L'agriculture fait maintenant partie du «panorama du profit» (E. Feder); elle doit donc obéir avant tout à une logique aveugle et obstinée d'accumulation des richesses.

Cela veut dire que la terre, ses produits et le travail agricole peuvent être mobilisés pour un autre objectif que celui de nourrir la population d'une région donnée. Cela signifie aussi que dans une société marchande, tous sans exception, du paysan du

1. Georges, S., «Une coalition contre un fléau inévitable», dans *Le monde diplomatique*, février 1985, p. 8.

2. *Le Devoir économique*, 15 janv. 1986, p. 13.

tiers monde au «consommateur»³ d'un pays développé, doivent payer pour manger. On ne peut plus se loger, s'habiller, se nourrir, sans acheter et donc sans gagner d'argent.

Dans les pays industrialisés, il existe bien un «filet de sécurité»: c'est l'assistance sociale et l'assurance-chômage. Mais la logique de base de notre société n'en exige pas moins que, même abondantes, les denrées des épiceries ne soient disponibles que pour ceux qui peuvent les payer.

On peut imaginer l'insécurité alimentaire des populations du tiers monde: les terres sont d'abord réquisitionnées pour les exportations⁴; on mécanise, malgré un chômage de 40% et un revenu en conséquence; enfin, il n'existe aucun programme d'assurance sociale. Néanmoins, l'obligation de payer pour manger est toujours maintenue.

Une nouveauté dans l'histoire

Il n'en fut pas toujours ainsi. Les études sur les sociétés dites «primitives» montrent qu'au moins dans l'espace social de la tribu, la nourriture est un bien à part, qui ne s'échange pas (sinon contre d'autre nourriture) mais se donne. La production agricole, comme toute l'économie, reste enserrée dans une organisation sociale solidaire: elle est d'abord faite pour être consommée et non pour accumuler des richesses. Personne n'aura faim à moins que tous soient affamés. À l'extérieur de la tribu, cette solidarité ne vaut plus⁵.

Plus près de nous, dans l'antiquité et au haut moyen âge, les denrées de base de la vie quotidienne n'étaient pas normalement soumises en totalité au marché. Loin de constituer la clé de voûte de l'économie et de la société, le marché ne touchait que les surplus et certaines catégories de biens. Et, jusqu'au XVI^e siècle, les marchés du blé n'avaient qu'une organisation strictement régionale: dans cette mentalité traditionnelle, personne n'aurait songé à faire le commerce au loin des denrées essentielles.

Avec la poussée du capitalisme et la concentration de la population dans les villes industrielles, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la situation se modifie complètement à l'échelle nationale, puis mondiale. C'est la fin de l'économie de subsistance. La commercialisation du sol s'accélère d'abord; suit la production forcée de nourriture et de matières premières pour répondre aux besoins d'une population industrielle. Enfin, ce système de production de surplus s'étend aux territoires lointains ou colonisés. La terre et ses produits entrent dans le marché mondial.

Si les paysans européens ont pu résister à ce mouvement qui menaçait de détruire la société rurale, il devait en aller autrement des populations du tiers monde, entraînées dans le tourbillon d'un changement dont le sens leur était obscur. Sans souveraineté politique reconnue, ces peuples n'avaient aucune protection contre des échanges jamais libres qui les disloquaient socialement, économiquement et culturellement. Ils ne pouvaient pas compter non plus sur la solidarité des ouvriers du Nord qui avaient saisi que ce système faisait baisser les prix des denrées alimentaires dont ils avaient besoin⁶.

Un pouvoir marchand toujours plus concentré

Cette orientation de l'économie agro-alimentaire n'a fait que s'accroître jusqu'à nos jours et elle a fini par s'imposer à peu

près partout sur la planète. L'aide au développement rural que donne un organisme comme la Banque mondiale vise justement à «monétiser» les derniers recoins d'économie de subsistance. Elle y sert de cheval de Troie aux investisseurs et aux fournisseurs du Nord. Les prêts accordés aux paysans sont liés à l'achat d'équipement étranger et à l'utilisation de méthodes de culture modernes et coûteuses. Les paysans doivent rembourser ces prêts en argent, ce qui suppose qu'ils commercialisent leur production malgré les prix dérisoires qu'on leur verse. Pris au piège de l'endettement, ils vont tenter de s'en sortir en payant des salaires trop bas aux travailleurs agricoles, déjà plus pauvres qu'eux. À la solidarité traditionnelle, le marché substitue illusions, compétition et division sociale.

Enfin, loin de permettre de justes échanges entre une multitude de producteurs, le marché et les prix sont contrôlés de façon croissante par des pouvoirs exorbitants, les multinationales par exemple. Pour ces puissances aveugles qui ne pensent qu'au profit maximum, l'expulsion des paysans de leur terre ou le «vol» de leurs produits agricoles sous-payés pèsent bien peu. D'ailleurs, la loi mythique du marché, le jeu de l'offre et de la demande — la célèbre «main invisible» — arrivent à point pour acquitter ces «forces» de toute responsabilité. L'agriculture est une «question d'affaires» et n'y survivent que les plus forts. Voilà une révolution aux conséquences incalculables.

Une loi généralisée

Ce que nous avons dit de l'alimentation vaut pour l'ensemble de l'économie. Aujourd'hui, presque toutes les nations sont enfermées dans le piège violent de la légalité monétaire. Celui-ci s'exprime en particulier par la dette du tiers monde, qui s'est accumulée par des emprunts répétés auprès du FMI, des banques de développement et des banques privées. Ces prêts devaient compenser les déséquilibres financiers, supposément temporaires, dus aux pertes subies dans le jeu inégal du commerce international, ou encore permettre un développement qui n'a jamais eu lieu.

Devenus dépendants du marché, les pays endettés n'ont plus d'autre choix, selon cette logique, que d'exporter toujours plus pour obtenir les devises nécessaires au remboursement de leur dette et avoir droit ainsi... à de nouveaux prêts!

En 1983, l'Amérique latine devait payer 30 milliards de dollars pour les seuls intérêts de sa dette. Le Brésil, en particulier, doit 110 milliards. Décide-t-on de modifier de quelques points les taux d'intérêts, à la *Federal Reserve* de Washington, que cela signifie pour ces pays des milliards de dollars de plus à rembourser. Les conséquences humaines sont tragiques. Chaque jour, plus de 1 000 enfants meurent de faim au Brésil. La logique de la faim est liée à celle de la dette. Pour la rembourser, les Brésiliens doivent travailler encore plus et manger encore moins de manière à exporter davantage... des fèves soja, 600 000 tonnes de viande, etc. En pratique, ils doivent tuer

3. Terme à saveur économique-alimentaire réservé aux seules populations des pays développés. Cette façon de définir un citoyen marque bien l'envahissement progressif de toute la vie par la logique de l'économie et de la marchandise.

4. En 1980, le Sud a exporté pour 34 milliards de dollars de denrées alimentaires au Nord contre des importations de 22 milliards. Qui nourrit qui?

5. Sahlins, M., *Stone Age Economics*, Chicago, Aldine, 1972.

6. Polanyi, K., *La grande transformation*, Gallimard, Paris, 1983.

leurs enfants, les sacrifier à l'idole moderne qui impose sa loi. Socialement, le résultat de cette loi équivaut à celui des «séismes».

Les racines de la société marchande

Qu'est-ce qui fait courir le monde dans une direction aussi suicidaire? Quelle justification a pu fonder un tel ordre économique?

La pensée économique traditionnelle sur le libéralisme nous fait entrevoir une explication⁷. Selon cette école de pensée, toute violence découle d'une cause unique: *la rareté*. Si la nécessité et les besoins sont quantitativement trop grands pour les ressources disponibles, les hommes risquent de se dresser les uns contre les autres. Par contre, la croissance et les échanges, en augmentant les ressources, contribuent à instaurer la paix. Rationnelle, capable de conjurer la violence, l'économie peut alors se constituer en un domaine indépendant par rapport à la politique et à la morale. Bien plus, elle acquiert une valeur politique (maintien de l'ordre) et peut même tenir lieu de morale: ne sert-elle pas mieux la paix sociale que la morale traditionnelle qui n'a pas su voir dans l'envie, la convoitise, l'intérêt égoïste et la vanité, les moteurs même de la croissance? La fin justifiant les moyens, l'économie libérale se fonde sur l'opposition et la dissociation entre les conséquences individuelles et les conséquences sociales des actes: si la poursuite de mon intérêt sert le bien commun, de quoi se plaint-on?

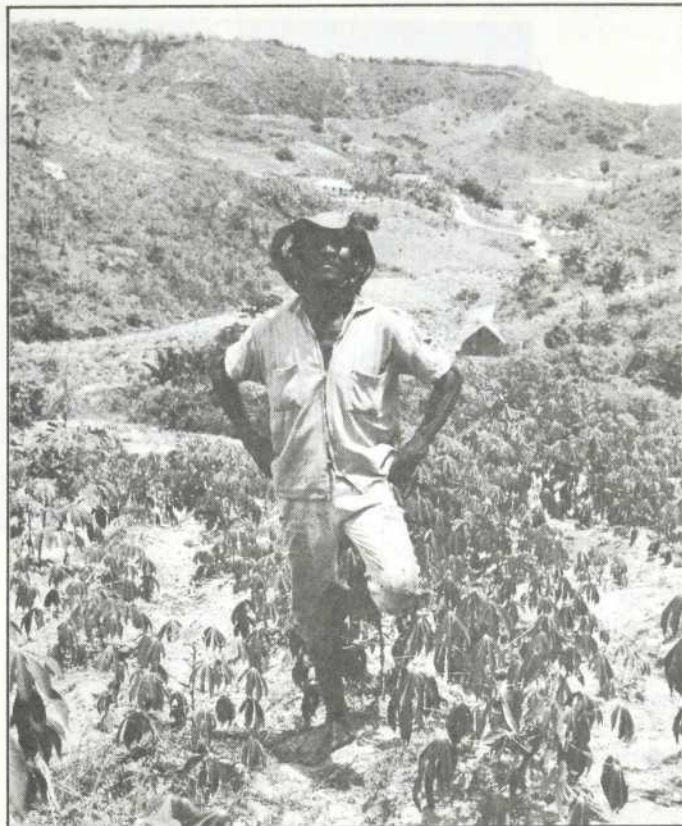
Montée de «l'économisation» de la société

Ces principes inspirent le nouveau courant conservateur qui déferle sur l'Occident depuis quelques années, et, en particulier, le phénomène du reaganisme. Le néo-conservatisme se fixe obsessionnellement sur la nécessité de la croissance et, pour favoriser la croissance, il compte s'en remettre aux seules forces du marché libre et privé. Persuadé que la crise présente est le résultat des entraves imposées par l'État à la libre entreprise, il prêche le salut par la levée de tout contrôle social de l'économie, comme au «bon vieux temps» du supposé marché autorégulateur, au XIXe siècle⁸.

Pourtant, n'est-ce pas justement ce libéralisme prétendument pur qui a conduit, dans la première partie de ce siècle, à deux guerres mondiales, à la montée du fascisme et au «crash» économique de 1929? On ne peut certes pas en accuser l'État-providence, embryonnaire à l'époque. Encore un paradoxe: l'agriculture américaine, que M. Reagan cite en exemple de réussite pour tous les pays, se trouve être l'agriculture la plus subventionnée au monde!

Le monde d'aujourd'hui se caractérise, semble-t-il, par un avalement progressif du social par l'économique. Celui-ci n'est pas seulement devenu autonome par rapport à celui-là mais tend à imposer sa rationalité à tous les domaines de la vie, à

s'y substituer même. Prenons comme exemple, la précarisation actuelle de l'emploi pour mieux accommoder les entreprises et abaisser leurs coûts de production: nouvelle étape dans le processus qui a fait du travail une marchandise de plus, achetable et vendable selon la quantité et le temps désirés, sans tenir compte des répercussions humaines.



«Nous n'avons plus le choix»?

L'agro-alimentation et la situation du tiers monde nous offrent un miroir grossissant pour apprécier l'emprise de cette logique, qui est parvenue à s'imposer presque partout. Nous n'y échappons pas. Pensons, par exemple, que les prêts au tiers monde sont souvent faits de nos impôts et de l'argent de millions d'épargnants. Il en va de même de l'argent des petits actionnaires des grandes compagnies. La conquête des hauts dividendes peut rendre bien silencieux ceux qui dans un autre contexte sauraient se scandaliser!

Peut-on passer outre à cette logique du marché? L'obstacle est formidable. L'an dernier, il arrachait un aveu d'impuissance à l'ancien premier ministre du Québec, face à ce qu'il qualifiait pourtant de «meilleur système économique au monde». S'adressant aux jeunes de Saint-Félicien, René Lévesque évoquait le cul-de-sac dans lequel la génération des 40-60 ans les avait poussés: «De plus en plus d'emplois d'ici vont dépendre des exportations... Nous n'avons plus le choix: c'est exporte ou crève»⁹. D'autres peuples ont expérimenté ce slogan. Aujourd'hui les Philippins, par exemple, disent plutôt: «Exporte ET crève!».

Nous n'avons plus le choix malgré un territoire peu peuplé, immense et riche, malgré que nous vivions dans un pays libre et démocratique! Qu'en est-il alors des peuples du tiers monde

7. Dumouchel, Paul, «L'ambivalence de la rareté» dans *L'enfer des choses. René Girard et la logique de l'économie*, Seuil, Paris, 1979, p. 137s.

8. Pour une démonstration du caractère mythique du marché autorégulateur, voir K. Polanyi, *op. cit.*

9. Cité dans une lettre envoyée par un lecteur (Jacques Sénécal) à *La Presse*, 25 mars 1985.

qui, les premiers, ont fait les frais des «échanges» internationaux «pré-arrangés»? Les pays de l'Est connaissent des régimes politiques totalitaires; mais ne peut-on pas penser que c'est l'économie elle-même, en Occident et dans le tiers monde, qui est devenue totalitaire, parce qu'elle ne laisse plus de «choix», parce qu'elle contrôle la totalité de notre vie et jusqu'à la simple possibilité de survie alimentaire dans le cas des populations du tiers monde?

Une logique de violence et d'anti-solidarité

Cette vision est-elle trop sévère? Je crois que non. Ce qui est en cause ici, c'est la dynamique foncière de l'économie marchande. Or celle-ci tend systématiquement à disloquer le social et à le subordonner à un progrès qui, paradoxalement, fait plus de victimes que de bénéficiaires.

Qu'on observe bien l'évolution de l'économie, des politiques et des mentalités. N'assiste-t-on pas à un processus d'institutionnalisation de l'anti-solidarité et à une dépréciation du point de vue humain et éthique dans les «affaires»? Certains ont même vu dans l'économie la forme spécifiquement moderne, maintenant médiatisée, de la violence séculaire des sociétés¹⁰. L'accumulation de millions de victimes, dans le tiers monde surtout, et l'indifférence grandissante au sort des autres, ici même, semblent leur donner raison et désigner d'un nom l'horizon de «l'économisation»: la mise à mort.

Faut-il être pessimiste? L'emprise de la logique marchande sur les sociétés contemporaines disqualifie toute solution facile et rapide. Ce qui est devenu un «système» ne peut être transformé instantanément. Une poignée de gens décidés peuvent faire une révolution de palais. Mais le vrai défi, désormais, est celui d'une révolution de société. Or c'est le degré de pénétration de «l'économisation» dans tous les recoins de la vie qui pourrait être fatal à ce système. Tant de gens sont touchés par cet appauvrissement de la vie qu'on peut espérer un sursaut général.

Ce processus alternatif couve déjà sous la cendre. Il est fait de prises de conscience, de gestes et de projets qui instaurent cumulativement une autre dynamique, celle de la resolidarisation des hommes et des peuples. Appelant la création de nouvelles médiations, elle atteindra un jour un seuil significatif. Sur ce long parcours, nous n'apprendrons jamais trop de nos frères

du tiers monde qui ont, moins que nous, perdu le sens de la solidarité.

Car malgré tout, là-bas, des paysans luttent pour la liberté de s'organiser et de produire ce dont ils ont besoin. Ils ont la capacité de se nourrir eux-mêmes mais il leur faut absolument échapper à l'emprise des pouvoirs qui aménagent les ressources en fonction du profit.

Il en va aussi de notre propre avenir, de la possibilité de consommer une nourriture où la chimie serve la santé avant le profit; de la possibilité d'avoir un emploi utile et digne, de celle d'un développement qui ne réponde pas d'abord aux besoins et à la planification des multinationales. Il en va finalement de la possibilité d'une fraternité entre les peuples plutôt que d'une guerre permanente, fût-elle économique et financière.

Pour une Église et une théologie de la solidarité

Si, selon Vatican II, les «signes des temps» constituent un lieu d'où la Parole de Dieu se fait entendre, ne faut-il pas voir dans «l'économisation» marchande une interpellation majeure aujourd'hui pour les chrétiens? L'analyse sociale met à jour une réalité si cruellement omniprésente que des évêques ont pu parler de «violence institutionnalisée» et Jean-Paul II lui-même de «perte de conscience de la radicale fraternité des hommes et des peuples»¹¹.

Ce «signe des temps» reconduit les chrétiens à leur tradition contestataire face à quiconque prétend s'imposer comme un absolu, une idole. Les prophètes n'ont-ils pas toujours clamé que l'injustice et l'adoration des faux-dieux se chauffaient du même bois? Le Dieu d'Abel assassiné, de Joseph vendu par ses frères et des pauvres spoliés s'identifie pour toujours aux victimes dans l'enseignement du Christ: «C'est à moi que vous l'avez fait». (Mt 25,40).

Ce Dieu-là, qui invente sans cesse la solidarité parce qu'il est trinité, démasque la logique de l'anti-solidarité comme une logique de mort et une logique «athée». ■

10. Voir par exemple, Dumouchel, P., *op. cit.*, Aglietta M., Orlean, A., *La violence de la monnaie*, P.U.F., Paris, 1982.

11. Homélie de la journée mondiale de la paix, 1er janvier 1984.

LES SOIRÉES RELATIONS SUR CASSETTES VIDÉO

- la qualité de l'information
- quel avenir pour le Québec?
- la peine de mort
- la concertation dans les relations de travail
- le Livre vert sur la famille
- génétique et maternité
- l'immigration au Québec
- le quart monde
- mobiliser la jeunesse?
- L'Éthiopie, un an après
- Vatican II confirmé?
- L'Afrique du Sud
- Spécial Haïti

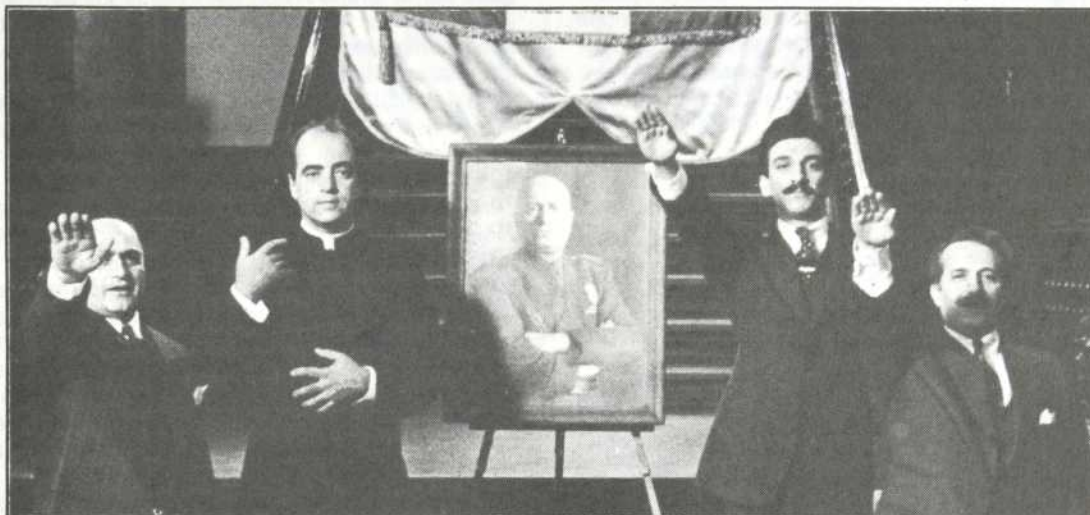


Vous pouvez emprunter ces cassettes (location: pour 1 semaine: 5\$ plus les frais d'envoi) ou même en commander une copie (25\$ plus les frais). Veuillez préciser le format de la cassette désirée (Beta ou VHS) et le sujet.

Adressez vos commandes à Pierre Bélanger, Centre justice et foi,
25, Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 (514) 387-2541.

Plus de recherches que de trouvailles CINÉMA QUÉBÉCOIS 85

Par Yves Lever



Caffè Italia, de Paul Tana. Photo: Bernard Fugères

aux critiques, aux gens de l'industrie et aux simples amateurs, les *Rendez-vous du cinéma québécois* offrent la chance exceptionnelle de voir, en cinq jours, l'essentiel de la production de la dernière année. Les *Prix de la critique* sont remis dans le cadre de cette rétrospective. Planifiés ou non, dans la salle de projection comme dans le hall de la Cinémathèque, rencontres et débats ne manquent jamais de passion! Occasion unique, donc, pour dégager lignes de force et tendances, pour dresser un bilan des bons comme des mauvais coups, ou pour jouer au «quand je me regarde, je me désole, quand je me compare, je me console» (ou l'inverse!).

Une fiction qui manque d'imagination

«Une qualité moyenne très élevée pour un pays de six millions d'habitants, inégalée ailleurs», constate le critique et réalisateur français Luc Moullet, invité des *Rendez-vous*. Belle consolation! Mais s'il ne se désole pas trop, le critique local se doit d'insister sur l'aspect «moyen», très moyen même, de la production de la dernière année, surtout en considérant le long métrage de fiction qui constitue toujours la fenêtre la plus visible d'un cinéma national.

Il faut dire qu'à ce titre, l'année précédente avait offert une cuvée plutôt exceptionnelle avec *Jacques et Novembre*, *La guerre des tuques*, *Sonatine*, *La femme de l'hôtel*, *Le crime d'Ovide Plouffe*, *Mario*, etc. En 1985, presque tous les espoirs ont été déçus. J'ai déjà expliqué pourquoi *La dame en couleurs* de Claude Jutra n'a convaincu ni le public ni la critique¹. Ne nous attardons pas non plus sur *Elvis Gratton le king des kings* de Pierre Falardeau et Julien Poulin, qui n'est que le bout-

bout de trois courts métrages consacrés à un imitateur d'Elvis Presley et qui déplaît autant par son racolage que par le simplisme de son discours politique.

Visage pâle de Claude Gagnon ne manque pas d'intérêt dans sa première partie, où l'action domine dans un certain milieu de Québécois «machos» décrit avec justesse. Mais dès la rencontre du «visage pâle» avec la belle Amérindienne conscientisée, le discours tombe dans un prêchi-prêcha agaçant, simplificateur et anachronique. Gagnon demeurerait au Japon quand furent réalisés *Le grand Rock* de Raymond Garneau ou *Red* de Gilles Carle, auxquels son *Visage pâle* fait indéniablement penser...

Dans la série «Contes pour tous» produite par Rock Demers, *Opération beurre de pinottes* de Michael Rubbo n'offre pas aux adultes le même sourire complice que *La guerre des tuques* l'an passé et peut indisposer par quelques incohérences de scénario. Mais pour les enfants, il présente une intrigue amusante, quelques bons moments de merveilleux féérique, un imaginaire à leur portée. En somme, une oeuvre presque réussie dans l'ensemble et que l'on pourrait améliorer grandement en resserrant le montage, surtout dans la première moitié, et en refaisant le catastrophique doublage français (l'original fut tourné en anglais).

On attendait beaucoup du *Matou*: roman à grand succès, budget de plus de six millions de dollars, coproduction avec la France, comédiens prestigieux, etc. En plus de la version «salles» de deux heures, la seule que nous avons vue, l'ajout de scènes et un remontage donneront une mini-série pour la télévision (comme pour *Les Plouffe*). Déception assez forte pour la critique, succès moyen en salles (un bon nombre des lecteurs du roman se sont déplacés pour venir comparer!). Les défauts les plus évidents du film (nombreuses incohérences de scénario, manque d'unité de ton, construction en une suite de petits sketches plutôt qu'en une continuité), paraîtront moins dans la version télévisée — allongée aux bons endroits, nous l'espérons! — que l'on verra entrecoupée de messages publicitaires; mais demeureront l'interprétation médiocre des rôles principaux, le ratage de la création d'atmosphères et du personnage de Rata-

1. «Depuis Aurore l'enfant martyr, toujours le même combat: La dame en couleurs de Claude Jutra», dans *Relations*, juin 1985, pages 171-172.

blavasky. Dans le cinéma québécois, *Le Matou* deviendra l'exemple-type pour prouver qu'un bon roman ne fait pas nécessairement un bon film, qu'une suite de numéros d'acteurs ne font pas une oeuvre, que la scénarisation au cinéma n'est pas travail d'amateur.

À côté de ces têtes d'affiches dans les salles commerciales, on peut toujours assister, dans le réseau parallèle, à des oeuvres de création marginales ou produites dans des conditions artisanales, le plus souvent par des «recrues» dans le métier. Dans le long métrage, *Adramélech* de Pierre Grégoire amuse par son imaginaire et sa création d'atmosphères et *Celui qui voit les heures* démontre que Pierre Goupil a raison de s'obstiner à faire des films personnels, mais qu'il devrait s'efforcer de faire du «cinéma» plutôt que des «films sur la difficulté de faire des films».

Repenser le documentaire

Le documentaire, qui créa la réputation du cinéma local et lui fit remporter ses plus belles palmes, vit une crise profonde depuis quelques années. Un débat lors des *Rendez-vous* tenta de cerner le problème, mais n'en resta qu'au niveau de l'organisation de la production sans passer à celui de l'«écriture» des films. Il faut, je crois, ne négliger ni l'une ni l'autre. Les gens du milieu du cinéma ont tout à fait raison de dénoncer les télévisions (lieux normaux de grande diffusion) et les organismes subventionnaires qui ne croient qu'aux *Matou* et *Défi mondial* auxquels ils accordent des millions en refusant les quelques milliers de dollars qui permettraient de produire et de diffuser des documents à valeur historique et sociologique. Mais eux-mêmes devraient reconnaître que le langage cinématographique du documentaire traditionnel et certaines orientations de contenus ne peuvent plus convenir à la diffusion de masse.

Il ne s'agit évidemment pas de répéter la gaffe monumentale du *Défi mondial* qui, comme *Le Matou* dans son genre, rassemble comme en une gerbe tous les défauts à éviter dans un documentaire «honnête». Dans les milieux liés à l'information, on a dénoncé cette série très coûteuse, inutile, superficielle, anti-pédagogique, à la technique tape-à-l'oeil (celle des plus simplistes vidéo-clips), aux messages généreux mais naïfs et noyés dans l'étalage de gadgets, avec son animateur célèbre et mauvais communicateur, où la valeur de spectacle, en somme, passe avant la qualité de l'information.

Mais il faut quand même s'adapter au rythme imposé par la télévision, éviter l'exclusivisme idéologique, dépasser le film-constat pour évoluer vers le film-proposition d'action. Le documentaire pertinent ne se contente pas d'être un honnête *reportage*, il doit s'élever au niveau de l'*essai* et se faire *proposition de changement*.

La crise du documentaire en 1985, je la vois surtout dans le manque de vision d'un *Quel numéro? what number?* de Sophie Bissonnette, tout rempli d'émotion, parfois d'humour, mais simple constatation des problèmes soulevés par l'implantation de l'informatique dans les bureaux ou magasins et qui ne sait pas mettre en oeuvre la créativité des participantes au film pour inventer de nouveaux modèles; dans *Haïti, Québec* de Tahani Rached qui illustre très bien l'attitude de quelques Québécois, les plus «épais», mais qui ne fait progresser en rien la réflexion sur le racisme; dans la *Grande allure* de Pierre Perrault qui fait dévier la quête des mythes fondateurs dans la pseudo-poétique parole de Michel Garneau; dans le plat académisme du portrait de Plume Latraverse en *O rage électrique* de Carl Brubacher;

dans le racoleur *O Picasso* de Gilles Carle (qui vaut infiniment moins que le court métrage d'animation de Pierre Hébert sur le même sujet); dans l'interminable *Nicaragua, la guerre sale* d'Yvan Patry, qui ressemble à un «Point» allongé et dont le parti pris, généreux mais naïf dans son absence d'auto-critique, occulte la complexité de la situation.

La même crise est perceptible dans une *Justice blanche* de Morgane Laliberté et Françoise Wera, aux belles images classiques sur le Grand Nord, qui évite le manichéisme malgré son parti pris pour les Inuit, mais ne sait guère proposer de solutions concrètes; dans *Le choix d'un peuple* qui n'apporte ni informations inédites ni interprétations nouvelles sur le référendum de 1980 (*Le confort et l'indifférence* de Denys Arcand, sur le même sujet, lui était infiniment supérieur); dans un *Film d'Ariane* de Josée Beaudet, sympathique et original dans son intégration de films d'amateurs et d'un commentaire moderne pour faire une histoire des femmes des années vingt à aujourd'hui mais qui n'apprend rien à personne; dans un *Annapurna* aux images héroïques mais au commentaire d'un cucu presque impensable; dans un *Combat d'Onésime Tremblay* au sujet passionnant (la lutte dudit Tremblay contre l'inondation des terres arables au Lac St-Jean au profit des barrages), mais tellement redondant qu'il aurait fallu le couper de moitié. Et il y en a encore plusieurs comme ça, qui ne sont jamais à rejeter complètement, mais pour lesquels surgissent, justement, trop de «mais» et qui nous font à coup sûr penser que les bonnes intentions ne font pas toujours les bons films.

Parmi ceux qui font oublier la crise, retenons, pour leur valeur d'information ou leurs qualités humaines, *Zone de turbulence* d'Alain d'Aix, Jean-Claude Burger et Morgane Laliberté sur les pays de l'Océan Indien, *L'inconduite* de Michel Poulette sur les comportements des conducteurs d'automobiles, *La Familia latina* de German Gutierrez sur les Latino-Américains au Québec.

Documentaire-fiction?

La crise présente au moins ceci de bon qu'elle stimule l'imagination pour l'invention de nouvelles formes. Dans le mélange documentaire-fiction, la dernière année a produit quelques films vraiment intéressants, malgré le caractère un peu boiteux de l'intégration des deux genres.

En premier lieu, signalons *Caffè Italia, Montréal* de Paul Tana, lauréat du «Prix de la critique» (long métrage) pour son histoire chaleureuse de la communauté italienne de Montréal. De son côté, Diane Létourneau a repris une manière plus classique en refaisant jouer, par les mêmes personnes, un fait divers survenu deux ans plus tôt; la qualité de sa «mise en situation» a produit, avec *Une guerre dans mon jardin*, une intensité d'émotion rarement atteinte au cinéma (prix de la critique pour le court et moyen métrage, partagé avec *Téléphone* de Luce Roy). Michel Moreau, quant à lui, mélange carrément témoignages de loto-millionnaires et jeu du comédien Jean-Guy Moreau. Fernand Bélanger, avec son iconoclaste *Passiflora*, mêle mise en scène et arrière-plan documentaire sur la même image, juxtapose continuellement deux ou trois niveaux d'actions; c'est le plus achevé au plan formel, mais au niveau contenu, il présente une optique que je juge inacceptable (je consacrerai un prochain article à ce film).

C'est sans doute la première année que le cinéma reflète autant, et aussi bien, l'aspect pluri-ethnique et multiculturel de la société québécoise (les films de Tana, Gutierrez, Rached, Laliberté et Wera, Gagnon). Il y a là matière à réfléchir pour ceux qui parlent de la crise des sujets! ■

Lectures

Annie Cohen-Solal: Sartre (1905-1980) □ Anna Boschetti: Sartre et «Les temps modernes» □ Le volcan nicaraguayen □ Françoise et Pierre Laplante: Jeunes couples, aujourd'hui □ Benoît Lacroix: La religion de mon père.

La planète Sartre

deux femmes: Annie Cohen-Solal et Anna Boschetti. Deux livres: *Sartre (1905-1980)*, et *Sartre et «Les Temps Modernes»*. Deux approches: l'une vivante, documentée, biographique, passionnée, l'autre savante (mais il faudrait dire «universitaire») sectorielle, critique, admirative.

Total net: la nostalgie — on dira bientôt Sartre, comme on dit Flaubert... «La domination sur tous les fronts qui définissait l'excellence incarnée par Sartre appartient désormais au passé», clôt péremptoirement Boschetti. Et pourtant...

Regardons seulement notre paysage, ce beau ciel idéologique où flottent les baudruches néo-libérales de «l'excellence» et de la privatisation. Là-bas, au tiers monde, la droite musclée abandonnant en catastrophe une économie exsangue pour de meilleurs cioux et comptes-en-Suisse (trois petits tours et puis s'en vont, ou: variation sur les ailes de la liberté américaine pour dictateurs, familles et orchestre); ici, la droite «real-politicienne» organisant la gestion gouvernementale comme un étal de viandes (big-business-as-usual...). Et les uns, et les autres, tous amis de l'Amérique sous le regard paternel du PDG de Chrysler Corporation...

Je n'oublie pas Sartre. Je ne pense qu'à lui: Sartre comme pétard importun dans la fiesta néo-libérale. Pétard mouillé, ou, au contraire, imprévu, pré-

pit. Insaisissable. Incontrôlable. Sartre à gauche de toutes les gauches mais écrivant un jour pour l'hebdomadaire collaborationniste *Comoedia* (Sartre gaffeur!); Sartre ami de l'intellectuel communiste Nizan ET de Raymond Aron, de Merleau-Ponty ET de Jean Cau (!); Sartre fondant philosophiquement la nécessité des solidarités de gauche, de la dé-solidarisation avec le PCF, du retour à Marx et au nazi Heidegger; Sartre servant la main de Fidel, puis condamnant le stalinisme cubain; Sartre lâchant la philosophie («L'existentialisme est mort!»), créant «*Les temps Modernes*» (octobre 1945) lançant *Libé*, camelot de «*La Cause du Peuple*», attaquant le «roi De Gaulle, puis Malraux («Il faut un seul chef!»), Sartre contre-nature... On a dit: «le monstre Sartre». Et, signe de son immense influence, le *Figaro*, un jour, opposa la France «réelle» à la France «sartrienne»...

Annie Cohen-Solal dit tout cela, dans une langue incisive, enjouée, heureuse. Elle ne craint pas l'homme Sartre: son enfance de bourgeois, sa précocité monstrueuse, son charisme de jeune intellectuel, sa totale irrévérence; elle nous montre Sartre au piano, Sartre «couvert de femmes», Sartre amoureux de l'Amérique («nulle part je ne me sens plus libre qu'au sein des foules new-yorkaises!»), Sartre au camp («quelle détente pour l'esprit!»), Sartre sous la tente, Sartre prodigue («j'ai besoin de dépenser», confie-t-il à Simone) — Sartre tel quel: imparfait, naïf à l'occasion, plat dans ses reportages. Oui: il est ras-

surant de voir le dieu se mettre les pieds dans le plat...

«Livre superficiel», a-t-on dit. Je ne suis pas d'accord. D'abord, l'auteur ne s'est pas donné pour but d'écrire l'histoire philosophique du XX^e siècle. Par ailleurs, la gestation des grands textes, comme *l'Être et le Néant* ou la *Critique de la raison dialectique* nous est montrée de l'intérieur, par le biais de réflexions, d'articles, de conversations et de correspondances diverses où Sartre lui-même explique pourquoi il se lance avidement dans la pensée de Heidegger, pourquoi, dans son propre système, la conscience «néantise», et libère, etc.

Et puis, sauf erreur, jamais une biographie ne fut plus sociale, historique, intellectuelle; jamais l'impudeur ne fut aussi bienveillante — et la mort de «L'intouchable», en solitaire, «sans aucune ode funéraire véritable» n'en est que plus poignante. Je préfère en tout cas cette «cérémonie des adieux» à l'autre, tristement connue...

* * *

Deux reproches peuvent être adressés à l'auteur de *Sartre et «Les temps Modernes»*: ce que l'on attend et que le titre promet n'arrive qu'en page 177 (...), et la méthode utilisée pour l'analyse. Je m'attarderai à cette dernière.

S'inspirant de Bourdieu, située au confluent de Marx, Durkheim et Weber, l'auteur entreprend d'éclairer, à l'aide des concepts bien connus de «champ», d'«habitus», de «position», de «légitimité» et de «capital social», «culturel» ou

«symbolique», «le fonctionnement et l'histoire du champ intellectuel, en éclairant les conditions de la réussite de Sartre» (p. 13). Fort bien. Sauf que le pauvre Sartre, plus souvent qu'à son tour, croule sous l'appareil critique. Par ailleurs, il est peu crédible, agaçant même, de voir de Sartre «l'exceptionnelle cohérence», «l'orientation parfaite», ou la «position idéale», j'allais dire: comme il arrive aux statues d'en avoir...

On a appris, au cours des années, à se méfier des «machines» intellectuelles un peu trop parfaites, reconnaissables au fait qu'elles permettent de dire toute chose, ou son contraire: ainsi Merleau-Ponty «n'est qu'un professeur de philosophie, figure qui évoque la pédanterie et la grisaille» (p. 229) mais jusqu'à la page 250 seulement, où «il poursuit la brillante carrière universitaire ouverte à un normalien exemplaire»... Je ne sais pas non plus ce que sont ces «intentions objectives» (p. 42), dont parle Boschetti. Vétiles? Non: symptômes d'un marxisme mécaniste qui se remet mal de la sclérose jdanovienne (même après Bourdieu...).

Le reste: la vie des grandes revues au cours des années '40, *Esprit*, *Critique*, *La nouvelle critique*, et les *T.M.*, est passionnant à lire. Leur origine, leurs animateurs, leur vision du monde respective, leurs affrontements, tout y passe — jusqu'à l'appropriation de *T.M.* par des plus sartiens que Sartre. Voilà...

Un bilan? Nous pourrions dire que le petit vieillard de Renault-Billancourt attend son (re)tour... Sartre, comme un peu de nitro dans le dessert, ou un joyeux coup de vent dans la taïga autochtone parsemée de garages et de vendeurs d'assurances...

Sartre sera ici, au Québec, quand reviendra le temps de la gauche, des principes, des interrogations, des solidarités avec l'exploité. Une gauche sans vulgate, se tenant éloignée à la fois des trotskologistes, albano-révisionnistes et autres social-traîtres, et des purs intérêts à-la-petite-semaine de la réal-politikaille ambiante.

Non pas la gauche-kodak, avec des regards tournés vers l'avenir, ou la gauche familiale, avec sourire de Pauline Marois, ou pire: la gauche en tweed de l'ex-Pierre-Marc, mais la gauche tout court, souple en tout, sauf sur les principes. Il n'y aura pas de sang «à la une», pas de «lendemain qui chantent» (puisqu'au Québec ils s'enrhumant...). Il y aura, dans l'air, un peu de Sartre, disant: «que je sois un appel à vivre»... ■

Richard Dubois

Le volcan nicaraguayen

Nicaragua 1979. La révolution. À l'époque, la presse présentait la victoire des sandinistes comme un formidable espoir. Quelques années plus tard, à en croire la plupart des journaux, cet espoir aurait été trahi par une dictature totalitaire. Février 1986: Amnistie internationale présente un dossier sur l'inquiétante situation des droits de l'homme au Nicaragua. Al n'analyse pas le contexte de guerre, car cet organisme «n'est pas politique» («Présent international», Radio-Canada, février 1986): Al ne s'occupe que des droits de la personne.

Mais... le pays est en guerre, peut-on l'oublier?

Pour ceux qui croient qu'il faut aller plus loin, pour ceux qui, en 1979, ont senti de la sympathie pour ce petit pays, *Volcan Nicaraguayen* permet une lecture en profondeur, raisonnée, critique de la situation du Nicaragua. Miskitos, droits de l'homme, liberté de presse, Église, contrôle de la société civile, élections, le livre examine chacun de ces thèmes polémiques.

Les enjeux géopolitiques sont ensuite analysés avec attention: la position nord-américaine, les intérêts de l'URSS, des pays de l'Est et de Cuba, la coopération économique de l'Europe, la mosaïque des petits pays de l'Amérique centrale. On s'efforce aussi de présenter les sandinistes, leurs origines, leur organisation, leur révolution. Viennent enfin ces grands bouleversements de la société nicaraguayenne que furent la réforme agraire, les programmes d'éducation et de santé.

Ce livre est engagé. Il démontre que la révolution sandiniste reste profondément originale malgré sa position extrêmement délicate sur le damier mondial, malgré qu'elle soit l'objet d'une épreuve de force entre les deux super-puissances. La tension est d'autant plus forte que l'Amérique centrale se situe dans la zone d'influence des États-Unis, donc sous leur autorité! Pour l'administration Reagan, il s'agissait, il s'agit toujours, de déstabiliser et de renverser le régime de Managua. Depuis 80, toutes les interventions de la Maison blanche visaient à remettre en ligne cette pièce vibrante du puzzle, qui ose défier la toute-puissance américaine.

Mais cette résistance coûte cher au Nicaragua aujourd'hui: une guerre dévastatrice mine toutes ses sphères d'activité. C'est dans ce cadre qu'il faut analyser la polémique dont ce pays fait l'objet. On est sur la corde raide. Le contrôle de la presse, les mesures d'urgence doivent

être replacées dans ce contexte agité, sans nier pour autant les erreurs graves qui ont été commises et les nombreuses interrogations qu'elles soulèvent (autour du sectarisme, de la difficulté à admettre les différences ethniques, etc...)

Le livre n'explique pas tout; il pourrait même quelquefois pousser plus loin l'argumentation critique. Mais il nous permet de nuancer notre jugement et il souligne l'importance de ce qui est propre au Nicaragua: le maintien du pluralisme politique, d'une économie mixte, d'une volonté de non-alignement et d'une direction collégiale sandiniste. Dans le combat pour la paix il y a des rendez-vous qu'il ne faut pas manquer. ■

Hélène Lagacé

Jeunes couples aujourd'hui

depuis les années 60, la vie des jeunes couples s'est modifiée. Une enquête récente a cherché à mieux comprendre cette réalité. Elle a été effectuée par Françoise et Pierre Laplante, un couple de travailleurs sociaux, d'une soixantaine d'années. Les résultats de leur enquête intéresseront sûrement tous ceux qui veulent mieux saisir les problèmes des jeunes et de la famille.

Leur enquête, *Jeunes couples, aujourd'hui*, visait des jeunes de 20 à 30 ans résidant sur le Plateau Mont-Royal, à Montréal. Elle révèle que les jeunes, dans leurs aspirations et leurs façons de concevoir la vie de couple, se démarquent du modèle traditionnel. Pensons aux questions concernant les enfants, le travail des conjoints, le partage des tâches, etc. C'est en tenant compte de tous ces éléments que les auteurs présentent certaines tendances actuelles.

Selon les réponses obtenues à leur sondage, on distingue trois catégories de couples: ceux qui se marient à l'église (24 %) ou civilement (12 %) et ceux qui vivent ensemble sans se marier (64 %). Le premier fait à relever, c'est que les unions de fait représentent 80 % des cas, car même chez les couples qui se marient, nombreux sont ceux qui ont cohabité un ou deux ans ensemble. Selon les auteurs, ce phénomène est attribuable au mouvement de la contre-culture qui a permis de développer de nouveaux styles de vie.

Soulignons que leur enquête prend toute sa dimension grâce aux entrevues rapportées. Les propos et les commentaires des jeunes nous livrent une diver-

sité de témoignages. Les auteurs nous rapportent mot pour mot les propos qu'ils considèrent les plus caractéristiques. Ces témoignages permettent de connaître l'expérience personnelle de ces jeunes tout en évitant les stéréotypes.

L'intérêt de cette enquête repose aussi sur la méthode que les auteurs ont choisie: d'abord, un sondage téléphonique qu'ils ont complété par des entrevues. Ce sondage leur a donné une base d'échantillonnage de 150 à 200 couples. La compilation des données leur a permis de systématiser certains aspects de la vie des jeunes. Toutefois dans leur étude, les statistiques sont peu abondantes. Ce qui a caractérisé leur démarche, lors des entrevues, c'est la grande liberté qu'ils ont laissée aux jeunes pour évoquer les différents modèles de couples. Pour chacun des modèles, on cherche à connaître les avantages et les inconvénients. Ainsi on peut mieux comprendre les choix que les jeunes ont faits.

En fait, cette enquête psycho-sociale tente d'expliquer certaines modifications dans les comportements des jeunes couples; par contre elle n'a pas la prétention de généraliser. Françoise et Pierre Laplante restent très prudents. Ce qui semble les avoir guidés c'est le désir de comprendre, un sentiment que partageront sûrement les lecteurs. ■

Louise Jodoin

La religion de mon père

En lisant *La religion de mon père* du père Benoît Lacroix, dominicain, les Québécois et Québécoises de 40 ans et plus sentiront passer un vent de fraîcheur.

Les moins de 40 ans se surprendront à découvrir un héritage religieux et culturel dont ils furent privés bien plus pour des raisons idéologiques que par fidélité à l'histoire.

La thèse de l'auteur est simple: le Québec a baigné dans un univers religieux catholique jusqu'aux années 1960. Le fait est là, tout comme le fleuve Saint-Laurent est là, au Québec. Nous pouvons analyser, critiquer ce fait mais nous ne pouvons ni l'ignorer, ni le nier si nous voulons connaître le Québécois et le Québec d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

«Il y a un moment pour tout et un temps pour toute chose, dit Qohelet, un temps pour détruire et un temps pour bâtir». Après avoir traversé un temps de négation, de destruction de la religion populaire des Québécois, entrons-nous maintenant dans une phase de construction?

Mais attention, ce qui se construit ne sera pas une copie conforme, un décalque du passé religieux des Québécois, mais une religion populaire tout aussi empreinte de liberté, de merveilleux et d'accommodement collé au vécu réel des Québécois et du Québec d'aujourd'hui et de demain.

Avec un talent, une verve, un humour, une poésie, une liberté et une ouverture d'esprit sentant la bonne terre printanière de Saint-Michel-de-Bellechasse, l'auteur évoque la religion de son père, qui n'avait pas le côté étouffant, renfrogné, aliénant ou suiveux que certains se sont plu à monter en épingle.

L'auteur n'est pas aveugle. Il sait reconnaître les scories et les faiblesses de la religion telle que reçue et vécue par son père. Historien soucieux de la vérité des faits, il a pris le temps d'écouter, de recueillir, de ramasser, de regarder

comment son père a vécu sa foi dans le concret quotidien avant de porter un jugement sur ce vécu religieux.

C'est avec tout leur vécu tant profane que sacré que des hommes et des femmes ont bâti un pays, une nation, une culture. S'il faut juger l'arbre à ses fruits, il serait présomptueux de conclure à un rôle exclusivement négatif de la religion populaire de nos pères dans la construction du Québec d'aujourd'hui.

Quant à la fête religieuse des Québécois, l'auteur nous épargne les sempiternelles jérémiades des Noëls prétendument devenus mercantiles, matérialistes et païens; il nous parle des Noëls pleins de promesses de fête: «à l'époque, on s'en permettait autant qu'aujourd'hui» (p. 121).

Son étude sur «Lionel Groulx et ses croyances» devrait intéresser particulièrement les personnes que préoccupe notre avenir collectif.

La vie de «cet homme si instruit, l'un des esprits les plus puissants du Canada français» (p. 218), montre bien que foi et culture ne s'excluent pas irrémédiablement.

Si un homme de cette trempe n'a pas craint de repenser la foi de ses pères, pourquoi aurions-nous peur ou honte de cette part fondamentale de notre héritage culturel?

L'ouvrage du père Lacroix va relancer le débat autour de la religion populaire des Québécois. Les séries télévisées «Le temps d'une paix» et «Entre chien et loup» nous ont familiarisés quelque peu avec le vécu de nos pères et de nos mères; c'est le mérite du père Lacroix de nous donner un instrument pour mieux comprendre et analyser ce vécu et particulièrement sa trame religieuse. ■

Lionel Émard

références

Annie Cohen-Solal, *Sartre (1905-1980)*, Gallimard, Paris, 1985; 728 pages.

Anna Boschetti, *Sartre et "Les temps modernes"*,

Ed. de Minuit (Le sens commun), Paris, 1985; 326 pages.

Le Volcan nicaraguayen; sous la direction de Marie Duflo et de Fran-

çoise Ruellan, Ed. La Découverte, Paris, 1985; 280 pages.

Françoise et Pierre Laplante, *Jeunes couples, aujourd'hui*, Ed. du Mé-

dien, Montréal, 1985; 86 pages.

Benoît Lacroix, *La religion de mon père*, Ed. Bellarmin, Montréal, 1985; 306 pages.

À SIGNALER. Pour étudier le Synode extraordinaire de l'automne dernier, deux recueils de textes. Aux Éditions du Centurion, dans la collection «Documents d'Église», *Vingt ans après Vatican II* (Paris, 1986, 248 pages) reproduit le texte intégral d'une cinquantaine d'interventions (sur environ 120), le rapport de trois cercles linguistiques (les deux groupes de langue française et le groupe latin) et, bien sûr, les grands documents officiels (rapports préliminaire, discours de Jean-Paul II, interventions des auditeurs et observateurs, message au peuple de Dieu, rapport final). Plus détaillé, *Synode extraordinaire. Célébration de Vatican II* (Paris, Cerf, 1986, 675 pages) publie en outre le texte des rapports préparatoires de quinze conférences épiscopales et les rapports de tous les cercles linguistiques.

dépêches

La tension monte entre le gouvernement mexicain et l'Église catholique. Le 23 février dernier, le président Miguel de la Madrid a vivement condamné l'engagement de plus en plus marqué de l'Église dans les «affaires politiques» du pays. On se souviendra que la constitution de 1929, qui marquait la fin de la guerre civile opposant l'État à certains éléments soutenus par l'Église, limite très strictement le rôle de celle-ci dans le pays: interdiction de posséder des terres, d'ouvrir ou de gérer des écoles ou de participer aux processus électoral. Mais, depuis la récession et ses terribles conséquences pour une large partie de la population, l'Église en vient à vouloir jouer un rôle plus actif, par son engagement auprès des plus pauvres par exemple. Ce qui ne semble pas plaire à tous... (IPS)

Le Conseil canadien de développement social, dans sa brochure *Développement social en perspectives* (hiver 1986), publie certaines interprétations de statistiques sociales qui méritent d'être signalées. En comparant certaines données de Statistiques Canada on a ainsi pu établir qu'entre 1981 et 1985 un nombre réduit de travailleurs ont effectué plus de travail et que la croissance de l'économie a dépassé celle du nombre de nouveaux emplois. Dans cette même brochure on peut aussi lire que le nombre véritable de chômeurs (comprenant les chômeurs reconnus, les chômeurs partiels et les travailleurs découragés) est pratiquement passé de 1,2 million en 1981 à 1,8 million en 1982 et à 2,0 millions en 1983 et 1984. Ce nombre a légèrement fléchi à 1,9 million en 1985.

Un quatrième évêque péruvien vient de périr dans un accident de la route. Il s'agit de Mgr Alberto Koenigsknecht, connu pour son support aux revendications indiennes et pour son engagement auprès des plus pauvres. Mgr Koenigsknecht avait déjà reçu de nombreuses menaces, sa demeure ayant même été dynamitée en 1981. Sa mort, le 10 février, a soulevé beaucoup d'émotion et la population lui a rendu un très vibrant hommage lors de ses funérailles. Dans le pays, l'Église soutient de plus en plus les paysans dans leur lutte pour une plus juste redistribution des terres; les paysans, à leur tour, soutiennent ardemment leurs pasteurs qui osent affronter les puissants. La lutte risque d'être cependant encore longue. (IPS)

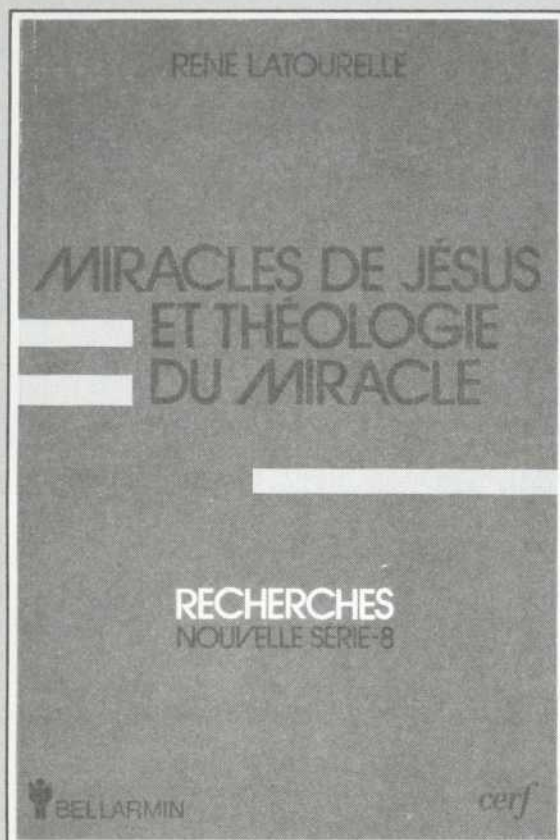
Croyez-vous que la paix soit possible? Voulez-vous y contribuer activement? Si oui, la lecture de *Artisans de paix* devrait vous être extrêmement profitable. Ce «manuel pratique à l'intention des artisans de paix», publié par Novalis et conçu dans une optique chrétienne, propose un «fourmillement d'actions en faveur de la paix».

Amnistie internationale a 25 ans. S'il faut se réjouir de la vitalité, de la ténacité et de l'efficacité de ce mouvement international de défense des prisonniers politiques, on ne peut que déplorer que son action soit encore et même de plus en plus nécessaire. Tous ceux et celles qui souhaitent faire leur part sont invités à se joindre à la section canadienne francophone d'Amnistie, 3516, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2X 2H7 (tél.: 288-1141).

«Le marxisme n'est pas nécessairement un obstacle à l'Église à Cuba puisque notre Église a pu vivre plus de vingt-cinq ans sous un régime socialiste», déclarait récemment Mgr Carlos Manuel de Cespedes, directeur du secrétariat de la Conférence épiscopale cubaine. Cette déclaration s'inscrit parfaitement dans les tentatives de rapprochement entre l'Église et l'État cubain entreprises depuis environ un an et qui ouvrent de toutes nouvelles voies d'avenir. (IPS)

De plus en plus de femmes souhaitent se donner des outils pour agir ensemble sur des questions qui les concernent comme l'éducation, la santé et le pouvoir. Les femmes de la CEQ ne sont pas en reste et se proposent de tenir, les 18, 19 et 20 avril, un forum où, avec sérieux et humour, on se penchera sur ces trois thèmes. Dans une atmosphère de fête, les femmes vont tenter de développer des stratégies pour intégrer l'analyse féministe à ces aspects de leurs vies quotidiennes. Toutes sont invitées. Pour plus d'information, on peut s'adresser au Forum des femmes, 1415, rue Jarry est, Montréal, Québec, H2E 1A7.

À surveiller: le numéro spécial de *La Gazette des femmes* de mars-avril 1986 qui fera le bilan de l'activité *Pleinement des nôtres*, organisée par le Conseil du statut de la femme, en collaboration avec le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. *Pleinement des nôtres* vise à faire connaître et reconnaître que chaque femme immigrante, à sa façon, ajoute une touche originale au tableau québécois.



MIRACLES DE JÉSUS ET THÉOLOGIE DU MIRACLE

par René Latourelle

Quelle crédibilité les miracles de Jésus apportent-ils à son message, à son rôle de Messie?

René Latourelle analyse chaque miracle rapporté dans l'Évangile et nous aide à en découvrir le sens. Il en tire ensuite toute la foi chrétienne face au miracle.

Un livre qui sera utile pour la prédication et pour la réflexion personnelle de tout chrétien.

393 pages, 12 \$

L'ALTÉRITÉ: VIVRE ENSEMBLE DIFFÉRENTS

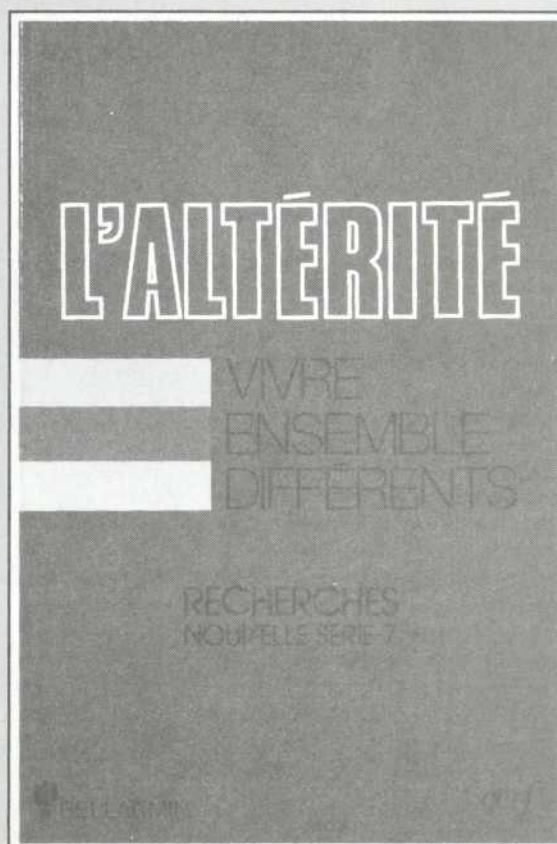
Approches pluridisciplinaires. Actes du colloque tenu à l'occasion du 75e anniversaire du Collège Dominicain d'Ottawa.

Réalité de tous les jours, dans les domaines les plus variés, l'altérité est analysée par une trentaine de chercheurs aux spécialités diverses: philosophie, théologie, histoire, exégèse, psychologie, sociologie...

Loin de s'opposer, les contributions de toutes ces personnes de milieux différents sont complémentaires.

Tous y apprendront à vivre mieux leur relation avec autrui.

455 pages, 15 \$



Éditions Bellarmin
8100, boul. Saint-Laurent
Montréal (Québec) Canada
H2P 2L9 — Tél.: (514) 387-2541

relations

avril 1986 2,50\$ no 519

SOMMAIRE

face à l'actualité 67

Valeurs ou modèles? (F.T.) — Droit d'asile au capital (J.H.) —
L'éthique et la fonction publique (F.T.) — La TDL au Canada
(G.R.) — Karl Lévêque (R.B.).

dossier 73

Thérèse Benguerel	L'impasse de l'apartheid	73
Karl Lévêque	Impressions d'un retour d'exil	77
Jean-Pierre Richard	Corazon et la bénédiction de la Saint-Valentin	79
Julien Harvey	Le monde bouge, l'Église aussi	81

dépêches 72/94

Michel Beaudin	Violence et marché	85
Yves Lever	Cinéma québécois 85	89

lectures 91

Photographies de la page couverture:
Gamma/Ponopresse (Mgr Tutu); Anne Cherix (une jeune haïtienne).

DEUX SOIRÉES RELATIONS

L'avenir de l'Église de Montréal

Au panel: Denise Bombardier, Richard
Guimond, Pierre Goldberger, Julien Harvey
et Rita Hazel.

Le lundi 21 avril, de 19h30 à 22h00.

Le ticket modérateur

La réforme des services de santé et des ser-
vices sociaux à l'heure de la crise budgé-
taire et de la commission Rochon.

Le lundi 5 mai, de 19h30 à 22h00.

Les soirées se déroulent à la maison Bellarmin,
25 ouest, rue Jarry (métro Jarry). L'entrée est gratuite.